ROYAUME DU MAROC — REINO DE MARRUECOS

Bulletin Officiel - Boletín Oficial

Paraît le vendredi — Se publica los viernes

Prix du numéro (édition partielle) : 50 F.

Precio del número (edición parcial) : 50 F.

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;

2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Avis. — Pour tous renseignements concernant la vente au numéro, les tarifs et conditions d'abonnement : voir à la fin du « Bulletin Officiel ». Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois sans effet rétroactif.

La edición completa comprende :

1.° Una primera parte o edición parcial que inserta los : dahires, decretos, acuerdos, órdenes, circulares, avisos, informaciones, estadísticas, etc. ;

2.° Una segunda parte en la que viene : publicidad reglamentaria, legal y judicial (registro de inmuebles, deslindes de terrenos patrimoniales y colectivos, avisos de subastas, de informaciones, etc.).

Aviso. — Para informes referentes a la venta por número, a las tarifas y condiciones de abono : ver al final del «Boletín Oficial». Las suscripciones parten del primero de cada mes sin efecto retroactivo.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin officiel ».

Los anuncios judiciales y legales prescritos por la publicidad y la validez de los actos, procedimientos y contratos deben ser obligatoriamente publicados en el «Boletín Oficial».

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Transports de marchandises par camions. — Tarifs maxima. Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2373, du 18 avril 1958, pages 666 et 667 966

TEXTES PARTICULIERS

Architectes. — Conseil supérieur de l'ordre. Décret n° 2-58-585 du 15 kaada 1377 (3 juin 1958) portant désignation d'architectes pour compléter le conseil supérieur de l'ordre 966

Agadir. — Cession de gré à gré d'une parcelle de terrain. Décret n° 2-58-598 du 17 kaada 1377 (5 juin 1958) autorisant la cession de gré à gré par la ville d'Agadir à l'État d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal 967

Délégations de signature. Arrêté du président du conseil du 14 juin 1958 portant délégation de signature 967

Arrêté du ministre de l'intérieur du 12 mai 1958 donnant délégation de signature 967

Azrou. — Société coopérative agricole des producteurs de lait.

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 7 juin 1958 autorisant la constitution d'une société coopérative agricole dénommée « Société coopérative agricole des producteurs de lait d'Azrou » 967

Rabat. — Transports en commun (certificat médical d'aptitude).

Arrêté du ministre des travaux publics du 18 avril 1958 modifiant l'arrêté du 15 mai 1952 fixant la liste des médecins agréés pour la délivrance du certificat médical d'aptitude à la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids total en charge dépasse 3.500 kilos 967

Hydraulique.

Arrêté du ministre des travaux publics du 22 avril 1958 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, au profit de M^{me} Khaddouj bent Berdellah, derb Ziloun, à Marrakech 968

Arrêté du ministre des travaux publics du 20 mai 1958 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Lemoine Henri, agriculteur à Bir-Retma (route de Casablanca-Azemmour) 968

Arrêté du ministre des travaux publics du 29 mai 1958 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau sur l'oued formé par les sources des atoun Boulze, pour l'installation d'une turbine hydro-électrique, au profit de M. Tahar Diouri, tribu Beni-Mtir, cercle d'El-Hajeb 968

Arrêté du ministre des travaux publics du 29 mai 1958 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Pello Sylvestre, propriétaire à Bled-Rebath (Oued-Zem), propriété « Ferme Jelma » 968

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Ministère de l'économie nationale (sous-secrétariat d'État aux finances).

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 3 mai 1958 portant ouverture d'un examen pour l'obtention du brevet d'opérateur-mécanographe sur machines à cartes perforées 968

Ministère de l'agriculture.

Décret n° 2-58-527 du 1^{er} kaada 1377 (21 mai 1958) fixant les conditions dans lesquelles les ingénieurs contractuels des travaux des eaux et forêts pourront, à titre transitoire, être recrutés dans les cadres des ingénieurs des travaux des eaux et forêts 969

Arrêté du ministre de l'agriculture du 23 mai 1958 ouvrant un concours pour le recrutement de cinq adjoints techniques stagiaires du génie rural 969

Ministère de la santé publique.

Arrêté du ministre de la santé publique du 28 mai 1958 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement de sous-économistes du ministère de la santé publique 969

Ministère des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 23 avril 1958 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement par concours des contrôleurs des installations électromécaniques du service général 969

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 971
 Nominations et promotions 972
 Concession de pensions, allocations et rentes viagères 976

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour le recrutement de commis-greffiers stagiaires 984
 Avis aux importateurs n° 821 984
 Avis aux importateurs n° 822 984
 Accord commercial avec la Suède 985
 Accord commercial entre le royaume du Maroc et le Japon .. 986
 Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 987

SUMARIO

Páginas

TEXTOS GENERALES

Transporte de mercancías por camión. — Tarifas máximas. Rectificación del «Boletín oficial» n.º 2373 de 18 de abril de 1958, páginas 696 y 697 988

TEXTOS PARTICULARES

Delegaciones de firma.
 Acuerdo del presidente del consejo de 14 de junio de 1958 sobre delegación de firma 988
 Acuerdo del ministro del interior de 12 de mayo de 1958 sobre delegación de firma 988

AVISOS Y COMUNICACIONES

Aviso para los importadores n.º 821 (Saneamiento del mercado del té verde) 988

Aviso a los importadores n.º 822 988
 Prórroga del acuerdo comercial con Suecia 990
 Acuerdo comercial entre el reino de Marruecos y el Japón. 991

TEXTES GÉNÉRAUX

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2373, du 18 avril 1958, pages 666 et 667.

Arrêté du ministre des travaux publics du 31 mars 1958 fixant les tarifs maxima pour les transports de marchandises par camions.

« Article premier. — (Tableau)
 Au lieu de :
 « II à 15 kilomètres 1,62 » ;
 Lire :
 « II à 15 kilomètres 1,82. »
 « Article 4. — 10^e paragraphe, a)
 Au lieu de :
 « a) Pour les marchandises périssables
 « Au-delà du 10^e jour, 1.000 francs par quintal ou fraction de quintal par jour » ;
 Lire :
 « a) Pour les marchandises périssables
 « Au-delà du 10^e jour, 100 francs par quintal ou fraction de quintal par jour. »

TEXTES PARTICULIERS

Décret n° 2-58-585 du 15 kaada 1377 (3 juin 1958) portant désignation d'architectes pour compléter le conseil supérieur de l'ordre.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 6 jourmada II 1360 (1^{er} juillet 1941) portant création d'un ordre des architectes ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 jourmada II 1360 (1^{er} juillet 1941) modifié par l'arrêté viziriel du 19 rebia II 1366 (12 mars 1947) et notamment son article 2 ;

Vu la liste des architectes autorisés à exercer et qui a été publiée au *Bulletin officiel* n° 2330, du 21 juin 1957 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Gouvernement,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour compléter le conseil supérieur dans les conditions prévues par l'arrêté viziriel du 6 jourmada II 1360 (1^{er} juillet 1941), modifié par l'arrêté viziriel du 19 rebia II 1366 (12 mars 1947), pour une période de deux ans à compter du 21 octobre 1957 les architectes dont les noms suivent :

- MM. Azagury Élias (D.P.L.G.), de Casablanca ;
- Farès Abdelkadèr, de Rabat ;
- Mrèches Jean-Pierre, de Marrakech ;
- Coldefy Pierre (D.P.L.G.), de Casablanca.

Fait à Rabat, le 15 kaada 1377 (3 juin 1958).

AHMED BALAFREJ.

Décret n° 2-58-598 du 17 kaada 1377 (5 juin 1958) autorisant la cession de gré à gré par la ville d'Agadir à l'Etat chérifien d'une parcelle de terrain du domaine privé municipal.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 15 jourmada II 1335 (8 avril 1917) sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 safar 1340 (19 octobre 1921) sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} jourmada I 1340 (31 décembre 1921) déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte d'Agadir, au cours de sa séance du 3 novembre 1955 ;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur ;

Après avis du sous-secrétaire d'Etat aux finances et du ministre de l'éducation nationale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession de gré à gré par la ville d'Agadir à l'Etat d'une parcelle de terrain d'une superficie de quinze mille sept cents mètres carrés (15.700 m²) environ, située dans le lotissement municipal dit : « Cité ouvrière marocaine du quartier Industriel », à distraire du titre foncier n° 2296 S., telle qu'elle est figurée par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent décret.

ART. 2. — Cette cession sera réalisée au prix globale de quinze millions six cent mille francs (15.600.000 fr.).

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville d'Agadir sont chargées de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 17 kaada 1377 (5 juin 1958).

AHMED BALAFREJ.

**Arrêté du président du conseil du 14 juin 1958
portant délégation de signature.**

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu le dahir du 18 chaabane 1335 (9 juin 1917) portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature ;

Après avis conforme du sous-secrétaire d'Etat aux finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Délégation est donnée à M. le docteur Laraki Ahmed, directeur de cabinet, à l'effet de signer ou de viser les actes portant engagement des dépenses figurant aux chapitres 17 et 18 du budget général de l'exercice 1958.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 14 juin 1958.

AHMED BALAFREJ.

**Arrêté du ministre de l'intérieur du 12 mai 1958
donnant délégation de signature.**

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir n° 1-57-068 du 9 ramadan 1376 (10 avril 1957) relatif aux délégations de signature des ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat, notamment son article 2 ;

Vu l'article 26 du dahir du 18 chaabane 1335 (9 juin 1917) portant règlement sur la comptabilité publique ;

Vu l'arrêté du ministre de l'intérieur du 19 juillet 1957 donnant délégation de signature ;

Après avis conforme du sous-secrétaire d'Etat aux finances ;

Vu les nécessités du service,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre de l'intérieur donne délégation générale et permanente de signature à :

MM. Ahmed Bahnini, directeur des affaires administratives ;

Villaret Aimé, directeur adjoint ;

Hosseïn Hadj Hamou Almechatt, chef du service du personnel et du budget ;

Jullien Georges, attaché,

pour signer en son nom les ordonnances de paiement ou de virement, les pièces justificatives de dépenses et les ordres de recette.

ART. 2. — L'arrêté du ministre de l'intérieur susvisé du 19 juillet 1957 donnant délégation de signature est abrogé.

Rabat, le 12 mai 1958.

M. CHIGUÈR.

Référence :

Bulletin officiel n° 2346, du 11 octobre 1957, page 1336.

Arrêté du sous-secrétaire d'Etat aux finances du 7 juin 1958 autorisant la constitution d'une société coopérative agricole dénommée « Société coopérative agricole des producteurs de lait d'Azrou ».

LE SOUS-SECÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES,

Vu le dahir du 19 jourmada I 1354 (20 août 1935) sur le crédit mutuel et la coopération agricole ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 chaoual 1354 (15 janvier 1936) sur la coopération agricole ;

Vu le dahir du 18 rebia I 1355 (8 juin 1936) portant création d'une direction des affaires économiques et notamment son article 11 ;

Vu le dossier déposé au sous-secrétariat d'Etat aux finances pour autorisation de constituer, conformément aux textes susvisés et sous le nom de « Société coopérative agricole des producteurs de lait d'Azrou », une société coopérative ayant pour objet, la conservation, l'hygiénisation et la vente de lait provenant des exploitations de ses adhérents,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la « Société coopérative agricole des producteurs de lait d'Azrou », dont le siège social est établi à Azrou.

Rabat, le 7 juin 1958.

ABDALLAH CHEFCHAOUNI.

Arrêté du ministre des travaux publics du 18 avril 1958 modifiant l'arrêté du 15 mai 1952 fixant la liste des médecins agréés pour la délivrance du certificat médical d'aptitude à la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids total en charge dépasse 3.500 kilos.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 3 jourmada I 1372 (19 janvier 1953) sur la conservation de la voie publique et la police de la circulation et du roulage et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, notamment en son article 5, le dahir n° 1-57-227 du 5 rebia I 1376 (10 octobre 1956) ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 jourmada I 1372 (24 janvier 1953) sur la police de la circulation et du roulage, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu l'arrêté du ministre des travaux publics du 14 octobre 1956 fixant les conditions d'établissement, de délivrance et de validité des certificats de capacité pour la conduite des véhicules automobiles ;

Vu la décision n° 3537 B/A du 6 juin 1946 agréant divers médecins résidant dans les centres immatriculateurs pour la délivrance des certificats médicaux nécessaires à l'obtention de certificats de capacité pour la conduite, soit des véhicules affectés à des transports en commun, soit des véhicules dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos, et fixant le tarif des visites ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 1951 fixant le tarif des visites médicales relatives à la délivrance du certificat d'aptitude à la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du 15 mai 1952 fixant la liste des médecins agréés pour la délivrance du certificat médical d'aptitude à la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos, tel qu'il a été complété par les arrêtés du 7 octobre 1952 et du 17 décembre 1954 ;

Sur la proposition du ministre de la santé publique,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste exclusive des médecins agréés, fixée par l'arrêté susvisé du 15 mai 1952, tel qu'il a été complété, est de nouveau complétée ainsi qu'il suit :

« f) Province de Rabat :
« Tedders - Oulmès. »

Rabat, le 18 avril 1958.

P. le ministre des travaux publics
et par délégation,
Le chef de cabinet,
A. BOUNJOUR.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 22 avril 1958 une enquête publique est ouverte du 23 juin au 23 juillet 1958, dans les bureaux du cercle de Fès-Banlieue, à Fès, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Sebou, au profit de M^{me} Khadoudj bent Berkellah, derb Zitoun, à Marrakech.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de Fès-Banlieue, à Fès.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 20 mai 1958 une enquête publique est ouverte du 21 juillet au 20 août 1958, dans les bureaux du caïdat des Mediouna et Ouled-Ziane, à Casablanca, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique (4 puits), au profit de M. Lemoine Henri, agriculteur à Bir-Retma (route Casablanca - Azemmour).

Le dossier est déposé dans les bureaux du caïdat des Mediouna et Ouled-Ziane, à Casablanca.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 29 mai 1958 une enquête publique est ouverte du 21 juillet au 20 août 1958, dans les bureaux du cercle d'El-Hajeb, à El-Hajeb, sur le projet de prise d'eau sur l'oued formé par les sources des atoun Blouze pour

l'installation d'une turbine hydro-électrique, au profit de M. Tahar Diouri, tribu Beni-Mtir, cercle d'El-Hajeb.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle d'El-Hajeb.

Par arrêté du ministre des travaux publics du 29 mai 1958 une enquête publique est ouverte du 21 juillet au 20 août 1958, dans les bureaux du cercle d'Oued-Zem, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de M. Pello Sylvestre, propriétaire à Bled-Rebath (Oued-Zem), propriété « Ferme Yelma ».

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle d'Oued-Zem.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES PARTICULIERS

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.
SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.**

Arrêté du sous-secrétaire d'État aux finances du 30 mai 1958 portant ouverture d'un examen pour l'obtention du brevet d'opérateur-mécanographe sur machines à cartes perforées.

LE SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 20 moharrem 1373 (30 septembre 1953) portant statut des cadres de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées ;

Vu l'arrêté du secrétaire général en date du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes sur machines à cartes perforées, notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté directorial du 9 jourmada II 1372 (24 février 1953) réglant l'organisation et la police des concours et examens ouverts par l'administration centrale du sous-secrétariat d'État aux finances, le service des domaines et les régies financières,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves de l'examen pour l'obtention du brevet d'opérateur-mécanographe des services financiers se dérouleront le vendredi 27 juin 1958, à Rabat, dans les conditions fixées par l'arrêté du secrétaire général en date du 19 septembre 1955.

ART. 2. — Le jury est composé comme suit :

Président : M. Abdelkader Benslimane, attaché de cabinet, chargé du service administratif central ;

Membres : M. Mary Jacques, chef d'atelier à la trésorerie générale du Maroc ;

M. Fauconnier Robert, chef d'atelier au service du commerce à Casablanca.

ART. 3. — Pourront faire acte de candidature à cet examen, les agents relevant des services financiers qui pourront se prévaloir des dispositions de l'arrêté viziriel du 20 moharrem 1373 (30 septembre 1953) susvisé.

ART. 4. — Les candidats devront faire parvenir au service administratif central (bureau du personnel) avant le samedi 14 juin, terme de rigueur, leur demande de participation sous couvert de la voie hiérarchique.

Rabat, le 30 mai 1958.

P. le sous-secrétaire d'État aux finances,
Le chef du cabinet,
MAMOUN TAHIRI.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 2-58-527 du 1^{er} kaada 1377 (21 mai 1958) fixant les conditions dans lesquelles les ingénieurs contractuels des travaux des eaux et forêts pourront, à titre transitoire, être recrutés dans les cadres des ingénieurs des travaux des eaux et forêts.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Vu l'arrêté viziriel du 5 rejeb 1372 (21 mars 1953) portant statut du personnel de l'administration des eaux et forêts et les textes qui l'ont complété ou modifié, notamment le décret n° 2-57-296 du 11 chaabane 1376 (13 mars 1957),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — A titre transitoire, pourront être recrutés :

1° En qualité d'élèves ingénieurs des travaux des eaux et forêts, les ingénieurs contractuels des travaux des eaux et forêts élèves à l'école forestière des Barres ;

A leur sortie de cette école, sous réserve qu'ils aient satisfait aux examens de sortie et obtenu le diplôme d'ingénieur des travaux des eaux et forêts à titre civil, ils seront nommés ingénieurs des travaux de 2^e classe, 1^{er} échelon ;

2° En qualité d'ingénieurs des travaux des eaux et forêts, les ingénieurs contractuels des travaux des eaux et forêts en service à la date de publication du présent décret qui auront satisfait aux examens de sortie de l'école forestière des Barres et obtenu le diplôme d'ingénieur des travaux à titre civil.

ART. 2. — Les bénéficiaires des dispositions ci-dessus devront s'engager à servir l'administration pendant une durée de cinq ans prenant effet à la date de leur entrée à l'école forestière des Barres.

ART. 3. — Dans le cas de démission avant l'expiration de la période de cinq ans prévue à l'article 2, le montant des frais engagés pendant le séjour à l'école sera remboursé à l'État. Ce montant est fixé chaque année, s'il y a lieu, par décision du ministre de l'agriculture, après avis du sous-secrétaire d'État aux finances.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1^{er} août 1956 au point de vue de l'avancement et du 1^{er} juin 1957 au point de vue pécuniaire.

Fait à Rabat, le 1^{er} kaada 1377 (21 mai 1958).

AHMED BALAFREJ.

Arrêté du ministre de l'agriculture du 23 mai 1958 ouvrant un concours pour le recrutement de cinq adjoints techniques stagiaires du génie rural.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,

Vu l'arrêté directorial du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts ;

Vu l'arrêté directorial du 10 juillet 1952 fixant les conditions du concours pour le recrutement et de l'examen pour la titularisation des adjoints techniques du génie rural (B. O. n° 2077, du 15 août 1952, p. 1164),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de cinq adjoints techniques stagiaires du génie rural sera ouvert à partir du 23 juin 1958 à Kenitra.

ART. 2. — Les demandes d'inscription devront parvenir au ministère de l'agriculture (division de la mise en valeur et du génie rural) à Rabat, avant le 7 juin 1958.

Rabat, le 23 mai 1958.

Pour le ministre,
Le directeur de cabinet,

KADIRI ABELHAFID.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Arrêté du ministre de la santé publique du 28 mai 1958 portant ouverture d'un concours interne pour le recrutement de sous-économistes du ministère de la santé publique.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE,

Vu l'arrêté viziriel du 12 hija 1344 (23 juin 1926) formant statut du personnel de la santé publique et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret n° 2-58-022 du 25 jourmada 1377 (17 janvier 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à l'emploi de sous-économiste du ministère de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1958 fixant les conditions, les formes et le programme du concours interne pour l'emploi de sous-économiste,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours interne est ouvert pour le recrutement de treize sous-économistes du ministère de la santé publique.

ART. 2. — Les épreuves écrites fixées par l'arrêté du 7 avril 1958 susvisé auront lieu à Rabat, le 25 juin 1958.

ART. 3. — La date des épreuves orales sera fixée après la correction des épreuves écrites.

ART. 4. — Peuvent être admis à prendre part au concours les agents de nationalité marocaine remplissant les conditions fixées à l'article 4 du décret n° 2-58-022 du 25 jourmada II 1377 (17 janvier 1958).

ART. 5. — Les demandes des candidats devront parvenir au ministère de la santé publique (bureau du personnel) pour le 14 juin 1958, au plus tard.

Rabat, le 28 mai 1958.

D^r FARAJ.

MINISTÈRE DES P.T.T.

Arrêté du ministre des postes, des télégraphes et des téléphones du 23 avril 1958 fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions de recrutement par concours des contrôleurs des installations électromécaniques du service général.

LE MINISTRE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES,

Vu le décret n° 2-58-091 du 9 rejeb 1377 (30 janvier 1958) fixant, à titre exceptionnel et transitoire, les conditions d'accès des Marocains à certains emplois des services des installations, des lignes, du dessin et du service automobile du ministère des postes, des télégraphes et des téléphones et notamment son article 6,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les contrôleurs des installations électromécaniques du service général peuvent être recrutés par voie de concours parmi les candidats de sexe masculin âgés de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année du concours et pouvant être en mesure de réunir quinze ans de services publics à l'âge limite de radiation des cadres fixé par les textes en vigueur.

ART. 2. — Sur le nombre d'emplois à pourvoir, la moitié est réservée aux agents principaux et agents des installations sans condition d'ancienneté et aux ouvriers d'État des installations électromécaniques comptant trois ans d'ancienneté en qualité de titulaire ou de non titulaire.

Les candidats ayant vocation aux emplois réservés et n'arrivant pas en rang utile pour en bénéficier sont classés avec les autres concurrents.

ART. 3. — Le concours comporte les épreuves suivantes :

1° Épreuves écrites :	Coefficient	Temps accordé
1° Composition en langue arabe ou en langue française sur un sujet d'ordre général	2	2 h 30
2° Mathématiques : trois problèmes	3	2 h
3° Électricité : deux questions de cours et un exercice d'application	4	2 h 30
4° Dessin : exécution d'un dessin coté	2	1 h 30
Le programme détaillé des matières sur lesquelles portent les épreuves écrites figure en annexe au présent arrêté.		
2° Épreuve pratique	2	2 h environ

Cette épreuve, qui a pour but de déceler et d'apprécier les aptitudes professionnelles des candidats, consiste en l'exécution d'un travail manuel (installation électrique simple, petite menuiserie, degrossissage d'une pièce de fer, percements, scellements, etc.). Elle comporte l'usage de tout ou partie des outils dont la liste figure en annexe au présent arrêté.

ART. 4. — Il est attribué à chaque épreuve une note graduée de 0 à 20. Sont seuls autorisés à prendre part à l'épreuve pratique les postulants qui ont obtenu au minimum la note 10 pour l'épreuve d'électricité, la note 7 pour chacune des autres épreuves et un nombre total de points au moins égal à 110 pour l'ensemble des épreuves écrites, après application des coefficients.

Peuvent seuls être admis à l'emploi de contrôleur des installations électromécaniques du service général les candidats ayant obtenu au minimum la note 10 pour l'épreuve pratique.

La liste des candidats définitivement admis est arrêtée par le ministre.

D^r L. BENZAQUEN.

* * *

**Programme du concours d'admission
à l'emploi de contrôleur des installations électromécaniques
du service général.**

I. — MATHÉMATIQUES.

(D'après le programme des classes de 6^e, 5^e, 4^e et 3^e des collèges techniques, section industrielle.)

Arithmétique.

Opérations sur les nombres entiers, décimaux et complexes.
Fractions ordinaires et décimales.
Décomposition d'un nombre en facteurs premiers ; P.G.C.D. et P.P.C.M.
Système métrique.
Racine carrée.
Rapports et proportions. Grandeurs directement et inversement proportionnelles.
Partages proportionnels.
Mouvement uniforme : vitesse.
Règle de trois. Pourcentage, intérêts, mélanges.
Mesure des angles et des arcs. Longueur de la circonférence et d'un arc de circonférence.
Mesure des aires : carré, rectangle, triangle, parallélogramme, trapèze, polygone, cercle, secteur circulaire.
Cube, parallélépipède rectangle, prisme droit, cylindre, pyramide, cône, sphère : volume, surfaces latérale et totale.

Algèbre.

Nombres algébriques (positifs, nuls, négatifs). opérations sur ces nombres. Inégalités entre nombre algébriques.

Usage des lettres pour représenter des nombres algébriques. Valeurs numériques d'expressions littérales. Identités, calcul algébrique.

Mesure algébrique d'un vecteur sur un axe, repérage d'un point sur un axe.

Formule de Chasles.

Équation du premier degré à une inconnue. Inéquation du premier degré à une inconnue.

Problème du premier degré.

Repérage d'un point dans un plan par des coordonnées rectangulaires. Notion de variables et de fonction ; graphiques.

Étude de la fonction linéaire $y = ax + b$, représentation graphique.

Système d'équations numériques du premier degré à deux inconnues : résolution algébrique et solution graphique.

Problèmes conduisant à un système de deux équations numériques du premier degré.

Géométrie.

La ligne droite et le plan. Segments de droite. Mesure d'un segment.

Angles. Angle plat. Angle droit. Mesure d'un angle. Droites perpendiculaires.

Symétrie par rapport à une droite. Médiatrice d'un segment.

Triangle. Triangle isocèle, équilatéral, rectangle. Cas d'égalité des triangles, des triangles rectangles.

Bissectrices d'un angle. Inégalités dans le triangle. Perpendiculaires et obliques.

Distance d'un point à une droite. Droites parallèles. Angles formés par deux parallèles et une sécante. Somme des angles d'un triangle, d'un polygone. Quadrilatères remarquables : parallélogramme, losange, rectangle, carré, trapèze. Propriétés. Circonférence de cercles.

Position relative des circonférences et des droites. Tangente à la circonférence.

Conditions d'intersection et de contact d'une droite et d'une circonférence.

Arcs de cercles. Mesure des arcs. Comparaison, dans la circonstance, des arcs, des cordes, des distances du centre à ces cordes.

Angle inscrit, angle au centre. Comparaison de l'angle inscrit et de l'angle au centre interceptant le même arc. Angles dont les côtés coupent le cercle. Quadrilatère inscrit. Rapport de deux segments. Points divisant un segment dans un rapport arithmétique donné. Théorème de Thalès. Triangles semblables. Cas de similitude. Figures semblables.

Relations métriques dans le triangle rectangle et dans le cercle. Polygones réguliers inscrits et circonscrits : calcul du côté et de l'apothème du carré, de l'octogone régulier, de l'exagone régulier, du triangle équilatéral.

Trigonométrie.

Exécution de la notion d'arc et de la notion d'angle.

Fonctions circulaires (sinus, cosinus, tangente, cotangente).

Périodicité. Relations entre les fonctions circulaires d'un même arc.

Fonctions circulaires correspondant à des arcs opposés, à des arcs supplémentaires, à des arcs complémentaires. Valeurs des fonctions circulaires pour quelques arcs remarquables.

Équations : $\sin x = \sin a$, $\cos x = \cos a$, $\operatorname{tg} x = \operatorname{tg} a$.

Somme géométrique des vecteurs : projection d'une somme géométrique sur un axe.

II. — ÉLECTRICITÉ.

Propriétés générales du courant électrique. Les 3 effets-sens du courant, circuits, conducteurs, isolants.

Intensité du courant définie à partir des forces électrodynamiques :

$$F = k \frac{II'}{d^2}$$

Les ampèremètres. Notion de quantité d'électricité : $Q = I \times t$.

Résistance électrique. Unité l'Ohm. Égalité et somme de deux résistances. Résistivité. Calcul des résistances des conducteurs :

$$R = \rho \frac{l}{s}$$

Variation de R en fonction de T°c.

Notation de la différence de potentiel ou tension électrique.

Unité : le volt.

Mesure des tensions. Les voltmètres.

Loi d'Ohm dans les circuits comprenant des résistances électriques pures. Chute de tension dans les lignes de distribution :

$$V_2 = V_1 - RI$$

Couplage des résistances électriques. Série. Parallèle. Loi des courants dérivés :

$$I = \Sigma (\text{sigma}) i$$

Applications : Rhéostats. Potentiomètres Shunts. Résistances additionnelles dans les voltmètres.

Rappels de lois fondamentales de la calorimétrie et de la thermométrie en préambule aux lois de Joule.

Loi des mélanges : $Q = M.C. \Delta T^{\circ}c$

Lois de Joule : $W_j = RI^2t$ $Q = \frac{t}{4,18} RI^2t$

Notion de puissance : $P_w = \frac{W_j}{t_s} = RI^2 = VI$

Effets pratiques de la loi Joule.

Electrolyse. Notions élémentaires de la théorie des ions. Rappels des définitions. Poids atomiques. Valences. Lois. Qualitatives et

quantitatives. Valence-gramme = $\frac{A}{n}$

1 Faraday = 96.500 coulombs.

Formule générale : $P_{gr} = \frac{1}{96.500} \times \frac{A}{n} \times IA \times t$

Réactions secondaires.

Applications industrielles de l'électrolyse.

Polarisation des voltmètres. Présence et mise en évidence des F.C. e ; m ;

Accumulateurs au Pb . autres accus Cd/Ni - Zn/Ag.

Piles. Eléments de volta, de Leclanché, de Féry. Polarisation et dépolarisant. Piles Étalons Weston Daniell.

Généralisation de la loi d'Ohm. Loi de Kirchoff.

Le magnétisme. Les aimants. Loi de Coulomb. Champs magnétiques des aimants et terrestre.

L'électromagnétisme. Champs magnétiques des courants. Aimantation du fer.

Hystérésis et ses conséquences. Circuit magnétique, l'électroaimant, calculs. Applications.

Action mutuelle des courants et des aimants.

Phénomènes d'induction.

Dynamos.

Moteur à courant continu. Notion du rendement : $\gamma = \frac{P \text{ utile}}{P \text{ absorbée}}$

Théorie de la constitution de la matière.

Emission thermoïonique.

Diodes. Triodes.

Courant alternatif, comparaison expérimentale des propriétés d'un courant continu et d'un courant alternatif : actions calorifiques ; actions chimiques, actions magnétiques ; définition de la période, de la fréquence, de l'amplitude.

Représentation graphique de l'intensité d'un courant alternatif sinusoïdal en fonction du temps. Représentation analytique ; pulsation.

Intensité d'un courant alternatif instantanée, maximum, efficace. Mesure de l'intensité efficace. Relation entre l'intensité efficace et l'intensité maximum dans le cas d'un courant sinusoïdal.

Différence de potentiel entre deux points d'un circuit parcouru par un courant alternatif : instantanée, maximum, efficace ; mesure de la différence de potentiel efficace. Relation entre la différence de potentiel efficace et la différence de potentiel maximum dans le cas d'un courant sinusoïdal.

Relation entre la différence de potentiel entre les bornes d'un circuit et l'intensité du courant ; circuit simplement résistant, circuit possédant de la self, circuit possédant de la capacité, cas général. Représentation vectorielle de la différence de potentiel, de l'intensité dans les divers cas. Formules.

Puissance mise en jeu par le courant alternatif dans une portion de circuit : puissance apparente, puissances active et réactive, leur mesure.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du ministre de la justice du 13 mai 1958 il est créé au chapitre 19, article premier, du budget général de l'exercice 1958 :

1° TRANSFORMATIONS D'EMPLOIS.

Du 1^{er} janvier 1958.

I. — Administration centrale.

Direction des affaires criminelles et des grâces.

Un interprète en secrétaire-greffier.

Direction des affaires civiles.

Deux chefs de bureau d'interprétariat en conseillers ;

Un chef de service en chef de bureau.

II. — Juridictions et services extérieurs.

Cour suprême.

Un président (cadre de l'ex-cour d'appel du Chraâ) en conseiller.

Justice de droit commun.

Tribunaux de droit commun :

Un président (cadre de l'ex-Haut tribunal chérifien) en président de tribunal régional ;

Un vice-président (cadre de l'ex-cour d'appel du Chraâ) en président de tribunal régional.

2° CRÉATION D'EMPLOIS.

Du 1^{er} mars 1958.

Direction des affaires criminelles et des grâces.

Un commis ;

Un dactylographe.

Juridictions et services extérieurs.

Cour suprême :

Deux interprètes ;

Deux commis-greffiers ;

Quatre dactylographes ;

Deux agents publics de 2^e catégorie ;

Deux agents publics de 3^e catégorie ;

Deux sous-agents publics de 2^e catégorie.

Tribunaux institués par le dahir du 13 août 1913.

Magistrat des cours d'appel :

Un conseiller.

Personnel des secrétariats, de l'interprétariat et chaouchs, secrétariats-greffes.

Deux dactylographes.

Justice de droit commun.

Tribunaux de droit commun :

Dix mokhaznis.

Du 1^{er} avril 1958.

Juridictions et services extérieurs.

Tribunaux institués par le dahir du 12 août 1913.

Magistrats des tribunaux de première instance :

Trois juges (dont un juge d'instruction) ;

Un procureur.

Personnel des secrétariats, de l'interprétariat et chaouchs,
interprétariat judiciaire.

Deux interprètes judiciaires.

Justice religieuse.

Tribunaux du Chrâa :

Six secrétaires-greffiers ;

Vingt-cinq commis-greffiers.

Justice de droit commun.

Tribunaux de droit commun :

Trois secrétaires-greffiers adjoints ;

Trente-deux commis-greffiers ;

Quinze dactylographes.

Du 1^{er} juin 1958.

Juridictions et services extérieurs.

Justice religieuse.

Tribunaux du Chrâa :

Cinquante mokhaznis.

Justice de droit commun.

Tribunaux de droit commun :

Quatre secrétaires-greffiers adjoints ;

Trente et un commis-greffiers ;

Quinze dactylographes.

Du 1^{er} juillet 1958.

Juridictions et services extérieurs.

Tribunaux institués par le dahir du 12 août 1958.

Magistrats des cours d'appel :

Deux conseillers.

Magistrats des tribunaux de première instance :

Quatre juges (dont un juge d'instruction).

Justice religieuse.

Tribunaux du Chrâa :

Six secrétaires-greffiers ;

Vingt-cinq commis-greffiers.

Du 1^{er} décembre 1958.

Direction des affaires criminelles et des grâces

Deux substituts.

Juridictions et services extérieurs.

Tribunaux institués par le dahir du 12 août 1958.

Magistrats de la cour d'appel :

Deux conseillers.

Nominations et promotions.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AUX FINANCES.

Est titularisé et nommé *contrôleur*, 1^{er} échelon du 16 mai 1958, avec ancienneté du 16 mai 1957 : M. Bennis Abderrahmane, contrôleur stagiaire des domaines. (Arrêté du 6 mai 1958.)

Est nommée *contrôleur de l'enregistrement et du timbre*, 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1957 : M^{lle} Skerane Marie, commis de 3^e classe. (Arrêté du 17 avril 1958.)

Sont reclassés au service de l'enregistrement et du timbre en application de la réforme des cadres C et D du 1^{er} octobre 1956 :

Agents de constatation :

9^e échelon :

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1954 : M. Fabregon Joseph et M^{me} Boquel Marguerite ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1956 : M. Goujon René, agents principaux de constatation, 3^e échelon ;

7^e échelon :

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1955 : M. Penen Jacques, agent principal de constatation, 1^{er} échelon ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1956 : M^{mes} Catta Lucy et Lecutier Léonie, agents de constatation, 5^e échelon ;

6^e échelon :

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M^{me} Vincent Lucie et M. Gravier Louis, agents de constatation, 5^e échelon ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M^{me} Michaud Yolande ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1955 : M^{lle} Monge Alice ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Amphoux Rolande, agents de constatation, 4^e échelon ;

5^e échelon :

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1955 : M^{me} Bonafos Jacqueline ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Jauson Monique ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1955 : M. Carrobourg Charles ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1955 : M^{lle} Poirrée Huguette, agents de constatation, 3^e échelon ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1956 : M^{lle} Goton Suzanne ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1956 : M. Noto Marius,

agents de constatation, 2^e échelon ;

Du 15 avril 1957, avec ancienneté du 1^{er} août 1956 : M. Grémillet André, agent de constatation, 2^e échelon.

(Arrêtés du 6 mai 1958.)

Est nommé *contrôleur stagiaire de l'enregistrement et du timbre* du 12 novembre 1957 : M. Ettayebi el Hassane. (Arrêté du 12 mai 1958.)

Sont promus au service de l'enregistrement et du timbre :

Chaouchs :

De 4^e classe du 1^{er} août 1958 : M. Belhaj Jilali, chaouch de 5^e classe ;

De 5^e classe du 1^{er} janvier 1958 : M. Mahroug Boujemaâ, chaouch de 6^e classe ;

De 6^e classe du 1^{er} juillet 1958 : M. Sidine Embarek, chaouch de 7^e classe.

(Arrêtés du 19 mai 1958.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2355, du 13 décembre 1957.

Au lieu de :

« Est reclassé du 26 décembre 1955 *commis de 3^e classe*, avec ancienneté du 24 juin 1951, et promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} septembre 1954 : M. Kara Zaitri Abdelhamid, commis de 3^e classe. » ;

Lire :

« Est reclassé du 26 décembre 1955 *commis de 3^e classe*, avec ancienneté du 24 juin 1951, et promu à la 2^e classe de son grade du 26 décembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1954 : M. Kara Zaitri Abdelhamid, commis de 3^e classe. »

SOUS-SECRETARIAT D'ÉTAT AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE.

Est titularisé et nommé, en application du dahir du 5 avril 1945, *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1956, avec ancienneté du 29 mai 1955, et promu *commis principal hors classe* du 29 novembre 1957 : M. Pernin André, commis temporaire. (Arrêté du 12 mars 1958.)

Sont promus :

Chef chaouch de 2^e classe du 1^{er} février 1958 : M. Ahmed ben Mohamed ben Bouchaïb, chaouch de 1^{re} classe ;

Chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1958 : M. Aomar ben Mohamed, chaouch de 2^e classe.

(Arrêtés du 4 avril 1958.)

Rectificatifs au Bulletin officiel n° 2379, du 30 mai 1958,
page 861.

Au lieu de :

« Sont promus :

« *Scous-agents publics de 1^{re} catégorie :*

« 4^e échelon du 18 septembre 1957 : M. Touhami, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon » ;

Lire :

« 4^e échelon du 18 septembre 1957 : M. Touhami Mohamed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon. »

Au lieu de :

« Sont nommés, en application du décret n° 2-57-1137 du 7 safar 1377 (3 septembre 1957) :

« *Professeurs de l'enseignement maritime :*

« 8^e échelon du 1^{er} juillet 1956, avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M. Pernin Marcel, agent à contrat » ;

Lire :

« 8^e échelon du 1^{er} juillet 1956, avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : M. Pernin Edouard, agent à contrat. »

* * *

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Sont recrutés et nommés :

Agents techniques stagiaires des eaux et forêts du 15 mars 1957 : MM. Hasnaoui Larabi et Zenebi Abdeslam ;

Agents de surveillance stagiaires des eaux et forêts du 1^{er} janvier 1957 : MM. Bouzakif Aomar, Idrissi Sahhah, Kordass Kacem, Kermouni Kaddour et Mrimi Abdelkader ;

Agents techniques temporaires des eaux et forêts :

Du 1^{er} avril 1957 : MM. Draou Mohammed, N'Aïlho Abdellah et Ouahid Miloudi ;

Du 7 avril 1957 : M. Nebbah Lahcèn ;

Du 14 avril 1957 : M. Nachat Mohammed ;

Du 9 juin 1957 : MM. Mashahi Mohammed et Rissi Mohammed ;

Du 14 septembre 1957 : M. Miliani Abdelhak ;

Du 12 décembre 1957 : M. Bouhamdi Tahar ;

Du 12 janvier 1958 : M. Noussaïri Abdellah.

(Arrêtés des 12 mars, 28 avril, 3, 5, 7, 8, 12, 14, 16; 17 et 19 mai 1958.)

Est nommé *commis préstagiaire* du 1^{er} janvier 1958 : M^{lle} Amar Eliane, *commis temporaire des eaux et forêts*. (Arrêté du 3 mai 1958.)

Sont rayés des cadres du personnel du ministère de l'agriculture (administration des eaux et forêts et de la conservation des sols) :

Du 1^{er} novembre 1957 : M. Driss Guerouani ben Kebir, agent de surveillance stagiaire ;

Du 1^{er} juin 1958 : M. Rizzi Larbi, agent de surveillance stagiaire, dont les démissions sont acceptées.

(Arrêtés des 24 avril et 3 mai 1958.)

Est rayé des cadres du ministère de l'agriculture du 27 mars 1958 : M. Babs Lakkir Abdelkader, *commis préstagiaire* ;

Est nommé *infirmier-vétérinaire de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1957 : M. Souati M'Hammed, *infirmier-vétérinaire de 4^e classe stagiaire*.

(Arrêtés du 23 mai 1958.)

* * *

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Est titularisé et nommé *commis-greffier de 4^e classe* du 7 mars 1958, reclassé du 9 mai 1957 *commis-greffier de 4^e classe*, avec ancienneté du 13 décembre 1955 (bonification pour services militaires : 2 ans

2 mois 24 jours), puis reclassé *commis-greffier de 4^e classe* à la même date, avec ancienneté du 3 juillet 1954 (bonification pour services civils : 1 an 5 mois 10 jours), et promu *commis-greffier de 3^e classe* du 9 mai 1957, avec ancienneté du 3 janvier 1957 : M. Daubanay Marceau. (Arrêté du 12 mars 1958.)

* * *

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Sont promus *sous-agents publics :*

Du 1^{er} juin 1957 :

De 1^{re} catégorie, 7^e échelon : M. Bougaïou Mohamed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon ;

De 3^e catégorie, 6^e échelon : M. Hemsckèr Mahjoub, sous-agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

De 2^e catégorie, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1957 : M. Inaghane Miloud, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

De 1^{re} catégorie, 8^e échelon du 1^{er} août 1957 : M. Iddouche Ahmed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon.

(Décisions du 23 mai 1958.)

Sont reclassés en application de la réforme des cadres « C et D » du 1^{er} octobre 1956 :

Commis, 10^e échelon du 1^{er} janvier 1950 : M^{lle} Polge Fernande, *commis principal de classe exceptionnelle* ;

Commis, 9^e échelon :

Du 13 juillet 1953 : M. Orgcollet Stéphan ;

Du 1^{er} décembre 1953 : M. Paris Hubert,

commis principaux de classe exceptionnelle (après 3 ans) ;

Commis, 8^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1953 : M. Laroye Robert ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Guinet Roger,

commis principaux de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Pérarnaud Emma ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Kouidèr bel Abbès,

commis principaux hors classe ;

Commis, 6^e échelon :

Du 1^{er} septembre 1954 : M^{me} Marin Marguerite ;

Du 1^{er} octobre 1954 : M. Ribbens Raymond,

commis principaux de 3^e classe ;

Commis, 5^e échelon :

Du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Valli Jacqueline ;

Du 21 juin 1955 : M. Buigues Jean ;

Du 2 septembre 1955 : M. Mattéi Jean-Pierre ;

Du 16 décembre 1955 : M. de La Vega Fernand,

commis de 2^e classe ;

Commis, 4^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Dutois Gilbert, *commis de 2^e classe ;*

Commis, 2^e échelon :

Du 1^{er} août 1955 : M. Harmand Jean ;

Du 5 octobre 1955 : M. Soler Gilbert ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Hillairet Marguerite ;

Du 1^{er} décembre 1955 : MM. Reig Serge et Fontaine Georges ;

Du 16 décembre 1955 : M. Ober Laurent ;

Du 1^{er} juin 1956 : M. Hénaux André,

commis de 3^e classe ;

Commis, 9^e échelon du 1^{er} juillet 1956 et *commis chef de groupe*, 6^e échelon du 1^{er} mai 1957 : M^{me} Bonnal Lucienne, *commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;*

Commis, 8^e échelon du 4 juin 1955 et *commis chef de groupe*, 5^e échelon du 1^{er} juillet 1957 : M. Picard Louis, *commis principal hors classe ;*

Commis, 9^e échelon du 1^{er} janvier 1953 et *commis, 10^e échelon* du 1^{er} janvier 1957 : M. Moévus Charles et M^{me} Mollard Léocadie, commis principaux de classe exceptionnelle (après 3 ans) ;

Commis, 8^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1952 et *commis, 9^e échelon* du 1^{er} novembre 1956 : M. Siboni Jonas ;

Du 1^{er} mars 1953 et *commis, 9^e échelon* du 1^{er} mars 1957 : M. Personnat André ;

Du 1^{er} mai 1953 et *commis, 9^e échelon* du 1^{er} mai 1957 : M^{me} Vilchez Hélène, MM. Hussenot Robert et Pinton Marcel ;

Du 1^{er} juillet 1953 et *commis, 9^e échelon* du 1^{er} juillet 1957 : M. Pons Georges, commis principaux de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Commis, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1954 et *commis, 7^e échelon* du 1^{er} juillet 1957 : M^{me} Benayoun Maha, commis principal de 3^e classe ;

Commis, 4^e échelon du 3 juin 1955 et *commis, 5^e échelon* du 3 juin 1957 : M. Lantelme René, commis de 2^e classe ;

Commis, 2^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1955 et *commis, 8^e échelon* du 1^{er} janvier 1957 : M. Lauriol René ;

Du 4 février 1955 et *commis, 3^e échelon* du 4 février 1957 : M. Schlatter Louis ;

Du 29 février 1955 et *commis, 3^e échelon* du 29 février 1957 : M. Bègue Iran ;

Du 14 avril 1955 et *commis, 3^e échelon* du 14 avril 1957 : M. El Yacoubi Maurice ;

Du 1^{er} mai 1955 et *commis, 3^e échelon* du 1^{er} mai 1957 : M^{me} Valentini Jacqueline, commis de 3^e classe ;

Secrétaire sténodactylographe, 6^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M^{me} Harquin Liliane, secrétaire sténodactylographe, 5^e échelon ;

Dactylographes :

3^e échelon du 15 novembre 1954 : M^{me} Jameau Clotilde, dactylographe, 2^e échelon ;

5^e échelon du 1^{er} avril 1953 et *dactylographe, 6^e échelon* du 1^{er} avril 1957 : M^{me} Burdiat Francine, dactylographe, 6^e échelon ;

3^e échelon :

Du 4 mars 1954 et *dactylographe, 4^e échelon* du 4 mars 1957 : M^{me} Gault Marie-Thérèse, dactylographe, 2^e échelon ;

Du 12 avril 1954 et *dactylographe, 4^e échelon* du 12 avril 1957 : M^{me} Rabineau Michelle ;

Du 26 mai 1954 et *dactylographe, 4^e échelon* du 26 mai 1957 : M^{me} Santoverl Louise, dactylographes, 2^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} juin 1955 et *dactylographe, 3^e échelon* du 1^{er} juin 1957 : M^{me} Burky Hortense, dactylographe, 1^{er} échelon ;

Dame employée, 5^e échelon du 1^{er} décembre 1953 : M^{me} Alias Henriette, dame employée de 3^e classe ;

(Arrêtés des 17, 27, 31 mars et 27 mai 1958.)

Sont promus à la préfecture de Marrakech, sous-agents publics du 1^{er} mai 1958 :

De 1^{re} catégorie, 4^e échelon : M. El Majhed Mohamed ben Allal, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon ;

De 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Fehame Aomar ben Allal, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon.

(Décisions du 2 mai 1958.)

Est promu sous-agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon du 1^{er} juin 1958 : M. Mohammed Laab, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon. (Décision du 1^{er} juin 1958.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2380, du 6 juin 1958, pages 904 et 905, 2^e colonne.

Sont reclassés :

Au lieu de :

« *Commis, 6^e échelon* du 5 septembre 1956 : M. Millon Baptiste » ;
« *Dame employée* du 26 juin 1955 : M^{me} Dejendi Huguette » ;

Lire :

« *Commis, 6^e échelon* du 5 juillet 1956 : M. Millon Baptiste. »
« *Dame employée* du 25 juin 1955 : M^{me} Dejendi Huguette. »
(La suite sans modification.)

* * *

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Est mis à la disposition du Gouvernement français et rayé des cadres de la division de la jeunesse et des sports du 1^{er} octobre 1958 : M. Beauvais Léon, moniteur de 2^e classe ;

L'ancienneté de M. Gaignaire Franck, adjoint d'inspection du 1^{er} janvier 1956, est reportée au 20 août 1953.

M. Gaignaire Franck, adjoint d'inspection de 3^e classe, est promu *adjoint d'inspection de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1956, avec ancienneté du 20 août 1955 ;

Sont reclassés *éducateurs* :

De 3^e classe du 15 juillet 1956 : M. Serre Roger ;

De 4^e classe du 1^{er} juin 1957 : M. Cénét Charles ;

De 6^e classe :

Du 23 janvier 1957 : M. de Lavenne de la Montoise Pierre ;

Du 3 février 1957 : M. Fischer William ;

Du 1^{er} août 1956 : M. Rannou Robert ;

De 8^e classe :

Du 1^{er} juillet 1956 : M. Guiraud Pierre ;

Du 17 juin 1957 : M. Lakhloufi Ahmed ;

De 10^e classe :

Du 5 novembre 1956 : M. Labdi Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1957 : M. Guenou Raymond ;

Du 1^{er} juin 1957 : M. Bonnot Pierre.

(Arrêtés des 7 février, 6 mai et 22 avril 1958.)

Sont nommés :

Instructeur de 6^e classe du 1^{er} janvier 1956 : M. Bou M'Hamdi Bennaceur ;

Après concours, *moniteur de 6^e classe stagiaire* du 1^{er} mars 1958 : M. Ouedghiri-Hamdeï Mohamed ;

Sont mis à la disposition du Gouvernement français et rayés des cadres de la division de la jeunesse et des sports :

Du 1^{er} mars 1958 :

MM. Laroche Paul, *moniteur de 5^e classe* ;

Coulon Michel, *moniteur de 6^e classe* ;

Du 1^{er} octobre 1958 : M. Warnery Denis, *moniteur de 5^e classe*.

(Arrêtés des 11 février, 1^{er}, 5, 7 mars et 8 mai 1958.)

* * *

MINISTÈRE DES P.T.T.

I. — SERVICES ADMINISTRATIFS.

Est nommé *dessinateur stagiaire, 1^{er} échelon* du 2 janvier 1958 : M. Dadzi Ahmed, postulant. (Arrêté du 27 janvier 1958.)

II. — SERVICE GÉNÉRAL ET DES I.É.M.

Sont promus :

Contrôleurs principaux :

3^e échelon du 1^{er} janvier 1958 : MM. El Bekraoui Mohamed et Lahjomri Mohamed, contrôleurs principaux de 2^e échelon ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1958 : MM. Akkar Thami et Nejjar Mohamed, contrôleurs principaux, 1^{er} échelon ;

Contrôleur, 6^e échelon du 1^{er} mai 1958 : M. Ezzaki Mohammed, contrôleur, 5^e échelon ;

Agents d'exploitation :

10^e échelon du 11 mars 1958 : M. Barchechat Meyer, agent d'exploitation, 9^e échelon ;

8^e échelon du 1^{er} mars 1958 : M. Rahali Mohamed, agent d'exploitation, 7^e échelon ;

7^e échelon du 16 avril 1958 : M^{me} Maman Reina, agent d'exploitation, 6^e échelon ;

6^e échelon du 21 mars 1958 : M^{lle} Amzallag Annette, agent d'exploitation, 5^e échelon ;

4^e échelon du 16 février 1958 : M. Ben Allal Ayad, agent d'exploitation, 3^e échelon ;

3^e échelon du 16 avril 1958 : M. Kriem Ahmed, agent d'exploitation, 2^e échelon ;

2^e échelon :

Du 26 décembre 1957 : M^{me} Cohen Freha-Fanny ;

Du 1^{er} juin 1958 : M. Querub Joseph ;

Du 6 juin 1958 : M. Seddik ben Ahmed Zellou,

agents d'exploitation, 1^{er} échelon ;

Receveurs-distributeurs :

8^e échelon du 16 mars 1958 : M. Tobi Abdelhak, receveur-distributeur, 7^e échelon ;

6^e échelon du 1^{er} mars 1958 : M. Ben Youssef Abderrahmane, receveur-distributeur, 5^e échelon.

(Arrêtés des 1^{er}, 2, 11, 12 et 14 avril 1958.)

Sont nommés :

Agents d'exploitation stagiaires :

Du 16 octobre 1957 : M. Addoul Mohamed Larbi, commis intérimaire ;

Du 1^{er} décembre 1957 : M. Haddad Abraham, agent d'exploitation préstagiaire ;

Du 26 décembre 1957 : M^{lle} Attar Elyane, MM. Benchekroun Abdelaziz, Benazzouz Mohamed, Bouazzaoui Abdelmajid, Dahan Prosper et Kilali Mohamed, commis intérimaires ;

Du 26 décembre 1957 : MM. Boualam Abdejlil, Choucroun Isaac et Ghannam Mohamed, commis temporaires.

(Arrêtés des 3 décembre 1957, 13, 14 et 15 mars 1958.)

Est titularisé et nommé *agent d'exploitation, 1^{er} échelon* du 3 janvier 1958 : M. Elalaoui Mostapha ben Mohamed ben El Arbi, agent d'exploitation stagiaire. (Arrêté du 14 mars 1958.)

Sont promus :

Facteurs :

7^e échelon :

Du 11 janvier 1958 : M. Bernoukh Allel ;

Du 11 juin 1958 : M. Lhassèn ben Mohamed ben Saïd, facteurs, 6^e échelon ;

6^e échelon :

Du 1^{er} février 1958 : MM. Harifi Mohamed et Laoufir Mohamed ;

Du 11 février 1958 : M. Naciri Sidi Bouselham ;

Du 6 mars 1958 : MM. Chenaf Abdelkadèr et Lamrichi Mohamed ;

Du 21 avril 1958 : M. Kallouch Kacem ;

Du 16 juin 1958 : M. Berbich, Abdelkrim ben Ali, facteurs, 5^e échelon ;

5^e échelon :

Du 26 janvier 1958 : M. El Aloui Mostafa ;

Du 11 février 1958 : M. Sekkaf Tahar ;

Du 16 février 1958 : M. Driouich Mohamed ;

Du 21 février 1958 : M. Doghmi Mohammed ;

Du 21 mars 1958 : M. Mohamed ben Ahmed Lachiri, facteurs, 4^e échelon ;

4^e échelon :

Du 6 février 1958 : M. Rhazali Abderrahmane ;

Du 26 février 1958 : M. Baïta Ahmed ;

Du 1^{er} avril 1958 : M. Abide Hamadi ;

Du 6 mai 1958 : M. Ben Mustapha Abdeslam, facteurs, 3^e échelon ;

3^e échelon :

Du 6 janvier 1958 : M. Maftah Mohamed ;

Du 16 février 1958 : M. Bennani Mohamed ;

Du 21 mars 1958 : M. El Kasmi M'Hamed ;

Du 6 avril 1958 : M. Ghouat Mohammed ;

Du 11 avril 1958 : M. Omari Lahcèn Mimoun ;

Du 16 avril 1958 : M. Loudiy Boumghit ;

Du 1^{er} juin 1958 : M. Rahmani Ahmed,

facteurs, 2^e échelon ;

Manutentionnaires :

6^e échelon :

Du 6 mars 1958 : M. Adaskou Mohamed ;

Du 11 avril 1958 : M. El Absi Abdeslem,

manutentionnaires, 5^e échelon ;

Du 1^{er} février 1958 : M. Tadili Sidi Mahdi ;

Du 11 juin 1958 : M. Ben Mokaddem Ahmed ;

Du 26 juin 1958 : M. Benazzouz Mohamed,

manutentionnaires, 4^e échelon ;

4^e échelon :

Du 1^{er} avril 1958 : M. Bentaout Mohamed ;

Du 6 mai 1958 : M. Mohamed ben Ahmed Ali Tounsi,

manutentionnaires, 3^e échelon ;

3^e échelon du 16 mars 1958 : M. Berbiche Mohammed, manutentionnaire, 2^e échelon ;

Sous-agents publics de 2^e catégorie :

9^e échelon du 1^{er} avril 1958 : M. Achaoui Sellam ben Jilali, sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon ;

6^e échelon du 1^{er} février 1958 : M. Zeyat Rouane, sous-agent public de 2^e catégorie, 5^e échelon ;

4^e échelon du 3 octobre 1957 : M. Chagdaoui Mohamed, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon.

(Arrêtés des 9, 11, 12, 14, 16 et 19 avril 1958.)

Sont nommés :

Facteurs stagiaires :

Du 25 décembre 1956 : M. Atoubi ben Abdelkadèr ben Abdellatif, facteur auxiliaire ;

Du 1^{er} mars 1957 : M. Kacem ben Abbès Charradi ;

Du 1^{er} août 1957 : M. Kilani Abdelkadèr,

facteurs temporaires ;

Du 1^{er} novembre 1957 : M. Rahmouni Thami Ahmed, facteur intérimaire.

(Arrêtés des 23, 29 novembre 1957 et 18 février 1958.)

RADIODIFFUSION.

Sont promus *agents administratifs des émissions arabes, 3^e échelon* du 1^{er} mai 1958 : MM. Mohamed ben M'Hamed ben Saïd et Sraïri Abdelhaq, agents administratifs, 4^e échelon. (Arrêtés des 9 et 11 avril 1958.)

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par décret n° 2-58-687 du 18 kaada 1377 (6 juin 1958) sont concédées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
			%	%	%		
MM. Abassi Mohamed. Aït-Rami Mohamed.	Gardien de la paix, 5 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 148). Inspecteur de 1 ^{re} classe, 2 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 172).	17.139 17.320	55 36			3 enfants (1 ^{er} à 3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1958. 1 ^{er} janvier 1958.
M ^{lle} Barrault Yvonne-Cécile-Marie.	Commis chef de groupe de 1 ^{re} classe (fonction publique) (indice 258).	17.321	60				1 ^{er} janvier 1957.
M ^{mes} Benchekroun Kenza, veuve Belmadani Mohamed. Martinez Anna-Maria, veuve Beltran Joseph-Bartholomé-Michel.	Le mari, ex-secrétaire de 4 ^e classe (Habous) (indice 150). Le mari, ex-facteur, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indice 176).	17.322 17.323	35/50 60/50	33		P.T.O. 2 enfants.	1 ^{er} octobre 1957. 1 ^{er} août 1957.
Bennani Khadija, 1 ^{re} veuve Bennani M'Hammed ben Fathallah. Aïcha bent M'Chich el Alami, 2 ^e veuve Bennani M'Hammed ben Fathallah.	Le mari, ex-secrétaire de 1 ^{re} cl. (présidence du conseil) (indice 260). Le mari, ex-secrétaire de 1 ^{re} cl. (présidence du conseil) (indice 260).	17.324 17.324 bis	24/25 24/25			P.T.O. 2 enfants.	1 ^{er} juillet 1957. 1 ^{er} juillet 1957
Mebrouk Skoma, veuve Bouaziz Mohamed.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle avant trois ans (intérieur) (indice 218).	17.325	57/50	33		P.T.O. 1 enfant.	1 ^{er} avril 1957.
M. Bourg Georges-Cyprien.	Garde maritime principal de classe exceptionnelle (industrie et commerce) (indice 290).	17.326	62	33			1 ^{er} décembre 1957.
M ^{mes} Guessous Tahra, veuve Britel Hadj Bennaceur. Gorrias Fernande-Berthe, veuve Conus Luc-Aubain-Paul. Adam Léonore-Amélie, veuve Daniel André-François-Marie.	Le mari, ex-cadi de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (justice) (indice 460). Le mari, ex-moniteur technique, 6 ^e échelon (éducation nationale) (indice 214). Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle après trois ans (intérieur) (indice 230).	17.327 17.328 17.329	60/50 59/50 46/50	33 33 33		P.T.O. 5 enfants. P.T.O. 4 enfants.	1 ^{er} août 1957. 1 ^{er} juillet 1957. 1 ^{er} janvier 1958.
M. El Badraoui Ahmed.	Président de la cour d'appel du chrâa , classe unique (justice) (indice 725).	17.330	71		25		1 ^{er} janvier 1958.
La présente pension annule la précédente allouée à M. El Badraoui sous le numéro 15.683 à compter du 18 janvier 1956.							
M. Fourtane Kacem. M ^{me} Oum-Hani bent Djilali, veuve Hassaine Ahmed. MM. Hemery Jean-Honoré-Victorien. Igmir Hoummad ben Ali. M ^{mes} Jason, née Cécile Cécile-Louise. Nogue Françoise, veuve Lebrun François-Eugène.	Brigadier, 2 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 159). Le mari, ex-commis chef de groupe de 1 ^{re} classe (fonction publique) (indice 254). Agent technique hors classe (eaux et forêts) (indice 185). Gardien hors classe (justice) (indice 116). Institutrice de 3 classe (éducation nationale) (indice 284). Le mari, ex-gardien de la paix, 6 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 225).	17.331 17.332 17.333 17.334 17.335 17.336	43 74/50 43 50 71 7/50	33 33 33			1 ^{er} janvier 1958. 1 ^{er} mai 1957. 1 ^{er} novembre 1957. 1 ^{er} janvier 1958. 1 ^{er} octobre 1957. 1 ^{er} juin 1957.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M. Lemsoui Mohamed.	Inspecteur principal, 2 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 178).	17.337	80	%	%	7 enfants (2 ^e à 8 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1958.
M ^{me} Hazan Esther, veuve Marcq Jean - Baptiste - Georges - Aimé.	Le mari, ex-agent public de 3 ^e catégorie, 3 ^e échelon (intérieur) (indice 160).	17.338	50/50	33			1 ^{er} janvier 1956.
MM. Maaninou Mohammed.	Conseiller de 3 ^e classe (justice) (indice 500).	17.339	67			2 enfants (3 ^e et 4 ^e rangs).	1 ^{er} janvier 1958.
Mohamed ben Hamed, dit « Miloud ».	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (sûreté nationale) (indice 168).	17.340	80	33	25	2 enfants (7 ^e et 8 ^e rangs). Rente d'invalidité : 33 %	1 ^{er} janvier 1958.
Mouden M'Hamed.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 152).	17.341	58				1 ^{er} janvier 1958.
M ^{mes} Amina bent Bouchaïb ben Moussa, veuve Mouhandiz Ahmed.	Le mari, ex-juge suppléant de 1 ^{re} classe (justice) (indice 360).	17.342	37/50			P.T.O. 6 enfants.	1 ^{er} décembre 1957.
Fetouma bent Ali ben Abdallah Doukkalia, veuve Mourabi Moha.	Le mari, ex-gardien de 2 ^e classe (douanes) (indice 116).	17.343	28/50				1 ^{er} octobre 1957.
Saadia bent Mohamed ben Hadj, veuve Mouzabi Ahmed.	Le mari, ex-commis d'interprétariat de 2 ^e classe (intérieur) (indice 155).	17.344	9/50				1 ^{er} février 1957.
Mouzabi Naïma, orpheline de Mouzabi Ahmed.	Le père, ex-commis d'interprétariat de 2 ^e classe (intérieur) (indice 155).	17.344 bis	9/10				1 ^{er} février 1957.
Dantan Odile - Huguette, veuve Peizieu Albert-Michel.	Le mari, ex-instituteur de 1 ^{re} classe, chargé de direction école de 10 classes (éducation nationale) (indice 368).	17.345	80/44			P.T.O. 2 enfants.	1 ^{er} juin 1956.
Chaumartin Jeanne - Charlotte, épouse divorcée Peizieu Albert-Michel.	L'ex-mari, ex-instituteur de 1 ^{re} classe, chargé de direction école de 10 classes (éducation nationale) (indice 368).	17.345 bis	80/6				1 ^{er} juin 1956.
Laffont Louise-Émile-Delphine, veuve Peyron Denis-Symphorien.	Le mari, ex-secrétaire de 1 ^{re} cl. (conservation foncière) (indice 285).	17.346	45/50	33			1 ^{er} mars 1958.
M. Poirot Robert - Paul - Charles.	Médecin divisionnaire adjoint de 1 ^{re} classe (santé) (indice 600).	17.347	58	33		2 enfants, (2 ^e et 3 ^e rangs). Rente d'invalidité	1 ^{er} décembre 1957.
M ^{me} Alarcon Caridad, veuve Prats Juan-Froilan.	Le mari, ex-préparateur de classe exceptionnelle (R.E.I.) (indice 282).	17.348	39/50	33		55,6	1 ^{er} octobre 1957.
MM. Raïs Khalifa.	Sous-brigadier, 2 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 153).	17.349	55				1 ^{er} janvier 1958.
Sbahi Abdallah.	Gardien de prison hors classe (justice) (indice 116).	17.350	67				1 ^{er} janvier 1958.
Semlali Brahim.	Pacha de 2 ^e catégorie, 4 ^e classe (intérieur) (indice 520).	17.351	57		20	3 enfants. (6 ^e à 8 ^e rang).	1 ^{er} octobre 1957.
M ^{me} Benhamou Aïcha, veuve Serrero Émile.	Le mari, ex-receveur de 5 ^e classe, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 330).	17.352	80/50	33	20		1 ^{er} mars 1958.
Zohra ben Abdallah ben Mohamed, veuve Tarrak Mohamed.	Le mari, ex-gardien de la paix, 6 ^e échelon (sûreté nationale) (indice 152).	17.353	26/50			P.T.O. 1 enfant.	1 juin 1957.
MM. Tewfik Ahmed.	Receveur-distributeur, 7 ^e échelon (P.T.T.) (indice 214).	17.354	61			5 enfants (1 ^{er} à 5 ^e rang).	1 ^{er} avril 1957.
Tikla Hammou.	Inspecteur principal, 1 ^{er} échelon (sûreté nationale) (indice 175).	17.355	40			4 enfants (1 ^{er} , 3 ^e à 5 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1958.
M ^{me} de Verteuil Marie-Léopoldine, veuve de la Tour Landorthe Hugues - Marie-Joseph.	Le mari, ex-agent principal de constatation et d'assiette, 2 ^e échelon (finances-impôts) (indice 214).	17.356	59/50				1 ^{er} février 1958.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Ferrandez Gabrielle-Emilie, veuve Vinay Raymond-Charles.	Le mari, ex-sous-brigadier après deux ans (sûreté nationale) (indice 240).	17.357	47/50	33	%		1 ^{er} septembre 1957.
<i>Pensions déjà concédées et faisant l'objet d'une revision.</i>							
MM. Baudier Philibert.	Contrôleur, 6 ^e échelon (régies municipales) (indice 251).	15.351	56	33			1 ^{er} septembre 1954.
Bonnet Alexandre.	Commis principal hors classe (travaux publics) (indice 210).	16.622	17		25		1 ^{er} septembre 1956.
Cristelli Pascal.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11.677	60	33			1 ^{er} mars 1958.
M ^{me} Molinard, née Cabos Gabrielle-Marceline.	Commis chef de groupe de 2 ^e classe (agriculture) (indice 246).	17.115	70	33			1 ^{er} août 1957.

Par décret n° 2-58-689 du 18 kaada 1377 (6 juin 1958) sont révisées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes les pensions énoncées au tableau ci-après :

Revision de pensions concernant le personnel de la direction générale de la sûreté nationale.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Xéridat Cécile-Marie-Agnès, veuve Arman Étienne.	Le mari, ex-inspecteur principal, 2 ^e échelon (C.P.) (indice 345).	14006	80/50	33	%		1 ^{er} avril 1953.
Leca Félicité, veuve Bacci Paulin.	Le mari, ex-gardien de la paix, 4 ^e échelon (indice 190).	11416	33,33/50	33		P.T.O. 1 enfant.	1 ^{er} avril 1953.
MM. Bacou Félicien-Joseph-Justin.	Inspecteur principal, 2 ^e échelon (indice 340).	12406	76	33			1 ^{er} avril 1953.
Bazinet Pierre.	Officier de police adjoint, 3 ^e échelon (C.P.) (indice 375).	10610	77	33			1 ^{er} avril 1953.
Benmessaoud Mohamed ben Hadj.	Officier de police adjoint, 2 ^e échelon (C.P.) (indice 355).	12709	79	33	15	1 enfant (5 ^e rang).	1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Aïcha bent Moulay Omar el Oudghiri, veuve Benmessaoud Mohamed ben Hadj.	Le mari, ex-officier de police adjoint, 2 ^e échelon (C.P.) (indice 355).	15352	79/50	33		P.T.O. 2 enfants.	1 ^{er} septembre 1953.
MM. Bérard Jean-Jacques-Charles.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} éch. (C.P.) (indice 305).	12032	79	33			1 ^{er} avril 1953.
Desiage Lucien-Eugène.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} éch. (C.P.) (indice 305).	15187	21	33			1 ^{er} avril 1953.
El Ghazi Youssef.	Sous-brigadier, 3 ^e échelon (indice 156).	15684	60			1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1954.
Ferrando Joseph.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} éch. (C.P.) (indice 305).	14253	26				1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Burgos Térésa - Trinidad, veuve Gagliardo Frédéric.	Le mari, ex-inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (C.P.) (indice 305).	13496	80/50	33	10	P.T.O. 1 enfant.	1 ^{er} avril 1953.
Delafoulhouze Anaïs, veuve Gallon Jean.	Le mari, ex-gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e cl., 5 ^e échelon) (indice 250).	14415	63/50	33			1 ^{er} avril 1953.
MM. Cuidicelli Charles.	Inspecteur principal (C.P.), 2 ^e échelon (indice 345).	12338	80	33			1 ^{er} avril 1953.
Imbertèche Fernand-Auguste-Philippe.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	12741	80	33			1 ^{er} avril 1953.
Jouhand Paul-Edmond.	Officier de police adjoint, 3 ^e échelon (indice 375).	10620	41				1 ^{er} avril 1953.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	EFFET
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Dubois Marie-Fanny-Palmyre, veuve Lagardère André.	Le mari, ex-inspecteur principal, 2 ^e échelon (indice 340).	14364	53/50	33	%		1 ^{er} avril 1953.
M. Lorenzi François-Henri.	Brigadier-chef, 2 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur principal, 2 ^e échelon) (indice 340).	11237	77	33			1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Lopez Mathilde, veuve Martin Alfred-Roger.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	13371	74/50	33			1 ^{er} avril 1953.
MM. Meny Marcel.	Brigadier-chef, 2 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur principal, 2 ^e échelon) (indice 345).	13465	80	33	20		1 ^{er} avril 1953.
Metche Victor-Émile.	Inspecteur principal, 2 ^e échelon (C.P.) (indice 345).	11194	72	33			1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Quessada Hélène-Joséphine, veuve Midi Albert, épouse Renard Raoul.	L'ex-mari, ex-inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (C.P.) (indice 305).	14397	62/50	33		P.T.O. 1 enfant.	1 ^{er} avril 1953.
Khadija bent Si Mohamed Ghaïbi, veuve Mohamed ben El Hadj Ghazouani ben Ahmed.	Le mari, ex-officier de police adjoint (C.P.), 2 ^e échelon (indice 355).	13887	74/50			P.T.O. 1 enfant.	1 ^{er} avril 1953.
M. Palade Louis-Marius.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	10420	67	33			1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Gallardo-Ponce Maria del Pilar-Féliipa, veuve Palade Louis-Marius.	Le mari, ex-gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e cl., 5 ^e échelon) (indice 250).	16920	67/50	33			1 ^{er} mars 1957.
MM. Pellet Claudius-Pierre.	Inspecteur principal, 2 ^e échelon (C.P.) (indice 345).	12344	80	33			1 ^{er} avril 1953.
Percier Gaston-Georges.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	10198	80	33			1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Rèbe Marguerite-Antoinette-Claudia, veuve Peron Joany.	Le mari, ex-inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon (C.P.) (indice 305).	12479	68/50	33			1 ^{er} avril 1953.
Glais Armande-Marie-Louise, veuve Petit Octave-Pierre.	Le mari, ex-gardien de la paix, 3 ^e échelon (indice 175).	10626	33,33 /50	33		P.T.O. 3 enfants.	1 ^{er} avril 1953.
M. Pierre Louis.	Officier de police adjoint, 3 ^e échelon (C.P.) (indice 375).	11196	68	33		1 enfant (1 ^{er} rang).	1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Simon Barthe, veuve Pamié René.	Le mari, ex-gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e cl., 5 ^e échelon) (indice 250).	13994	72/50			P.T.O. 3 enfants.	1 ^{er} avril 1953.
MM. Roueault Albéric-Auguste-Marie-Joseph.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	10575	49		20		1 ^{er} avril 1953.
Serou Pierre-Marius-Charles.	Gardien de la paix, 6 ^e échelon (bénéficiant du traitement d'inspecteur de 2 ^e classe, 5 ^e échelon) (indice 250).	12754	52				1 ^{er} avril 1953.
M ^{me} Dhaille Julienne-Fernande-Renée, veuve Sicre Jean-Bernard-Georges.	Le mari, ex-inspecteur principal, 2 ^e échelon (indice 340).	12484	66/50	33			1 ^{er} avril 1953.
MM. Thomas Jean-Louis.	Officier de police adjoint (C.P.), 2 ^e échelon (indice 355).	12570	44				1 ^{er} avril 1953.
Versini Samuel.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} éch. (C.P.) (indice 305).	12729	80	33	25		1 ^{er} avril 1953.

Par décret n° 2-58-688 du 18 kaada 1377 (6 juin 1958) sont concédées au grand livre des pensions viagères des militaires de la garde royale les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRÉNOMS	ADMINISTRATION grade, classe, échelle, indice	NUMÉRO d'ins- cription	PRESTATIONS familiales	Pour- CENTAGE	MONTANT annuel	EFFET
MM. Abdelham ben M'Bark.	Ex-maoun, m ^{le} 1945, échelle 2 (garde royale).	80.653	Néant	36	73.008	1 ^{er} -3-1958.
Abdallah ben Brahim.	Ex-maoun, m ^{le} 1896, échelle 2 (garde royale).	80.654	Néant	38	77.064	1 ^{er} -2-1958.
Ahmed ben Ali.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2802, échelle 1 (garde royale).	80.655	Néant	34	44.880	1 ^{er} -2-1958.
Ahmed ben Ahmed.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2349, échelle 2 (garde royale).	80.656	Néant	30	51.004	1 ^{er} -5-1958.
Ahmed ben Mohamed.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1975, échelle 1 (garde royale).	80.657	Néant	34	44.880	1 ^{er} -3-1958.
Ahmed ben Rezouk.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2168, échelle 2 (garde royale).	80.658	Néant	30	49.320	1 ^{er} -7-1958.
Attman ben Abbès.	Ex-moqqadem kebir, m ^{le} 1450, échelle 1 (garde royale).	80.659	5 enfants	56	166.880	1 ^{er} -1-1958.
Ali ben Lahoussine.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2295, échelle 2 (garde royale).	80.660	Néant	32	52.608	1 ^{er} -6-1958.
Bark ben Larbi.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2145, échelle 1 (garde royale).	80.661	Néant	30	39.600	1 ^{er} -3-1958.
Boui ben Aomar.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1982, échelle 1 (garde royale).	80.662	Néant	34	44.880	1 ^{er} -4-1958.
Belkheir ben M'Bark.	Ex-moqqadem kebir, m ^{le} 2796, échelle 1 (garde royale) (indice 160).	80.663	2 enfants	56	166.880	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} veuve Aïcha bent Bou-chaïb (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause de Belkheir ben M'Bark.	Le mari, ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1823, échelle 1 (garde royale).	80.664	1 enfant	34/50	22.440	1 ^{er} -9-1957.
MM. Driss ben Messaoud.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2146, échelle 1 (garde royale).	85.665	Néant	30	39.600	1 ^{er} -5-1958.
Faradji ben X...	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2056, échelle 1 (garde royale).	80.666	Néant	32	42.240	1 ^{er} -1-1958.
Fatah ben Faradji.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2141, échelle 2 (garde royale).	80.667	Néant	30	49.320	1 ^{er} -2-1958.
M ^{me} Fatna bent Youssef, veuve Lhassèn ben Hamou.	Le mari, ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 133, échelle 1 (garde royale).	80.668	Néant	32/1/3	10.240 14.080	1 ^{er} -4-1956. 1 ^{er} -7-1956.
MM. Lachemi ben Ali.	Ex-moqqadem kebir, m ^{le} 1527, (garde royale) (indice 160).	80.669	Néant	57	169.860	1 ^{er} -1-1958.
Larbi ben Ahmed.	Ex-maoun, m ^{le} 2086, échelle 2 (garde royale).	80.670	Néant	32	64.896	1 ^{er} -5-1958.
Mahjoub ben Bouazza.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2136, échelle 1 (garde royale).	80.671	Néant	30	69.600	1 ^{er} -1-1958.
M'Bark ben Saïd.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1989, échelle 2 (garde royale).	80.672	Néant	34	55.936	1 ^{er} -5-1958.
Mohamed ben Salah.	Ex-moulazem de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1402, échelle 1 (garde royale) (indice 185).	80.673	3 enfants	58	200.680	1 ^{er} -3-1958.
Mohamed ben Ahmed.	Ex-maoun, m ^{le} 2031, échelle 2 (garde royale).	80.674	Néant	37	75.036	1 ^{er} -4-1958.
Mohamed ben Iddèr.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2044, échelle 1 (garde royale).	80.675	Néant	32	42.240	1 ^{er} -1-1958.
Mohamed ben Messaoud.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2076, échelle 1 (garde royale).	80.676	Néant	32	42.240	1 ^{er} -4-1958.
Mohamed ben Ali.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 1944, échelle 1 (garde royale).	80.677	Néant	36	47.520	1 ^{er} -3-1958.
Miloud ben M'Bark.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2047, échelle 1 (garde royale).	80.678	Néant	32	42.240	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} veuve Rkia bent Ali (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause de Mohamed ben Saïd.	Le père, ex-moqqadem, m ^{le} 1699 (garde royale).	80.679	1 enfant	32/50	40.000	1 ^{er} -9-1957.
M. Salah ben Ahmed.	Ex-garde de 1 ^{re} classe, m ^{le} 2140, échelle 1 (garde royale).	80.680	Néant	30	39.600	1 ^{er} -2-1958.

Par décret n° 2-58-690 du 18 kaada 1377 (6 juin 1958) sont concédées et inscrites au grand livre des allocations spéciales chériennes les allocations énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRENOMS DU RETRAITE	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ECHELON	NUMÉRO d'inscription	PRESTATIONS familiales	POURCENTAGE	EFFET
MM. Mohamed ben Larbi.	Ex-chef de makhzen de 1 ^{re} classe (intérieur, I.F.A.) (indice 123).	55095	2 enfants.	55	1 ^{er} -1-1958.
Larij Hamidou ben M'Hamed.	Ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (intérieur, I.F.A.) (indice 112).	55096	1 enfant.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} Zahra bent Jillali, veuve Didouh ben Ali el Bouzegaoui.	Le mari, ex-mokhazni de 8 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55097	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -11-1957.
M. Mezrag ben M'Hamed ben Mohamed.	Ex-mokhazni de 8 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55098	4 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} Itto Ahmad, veuve El Maati ben Mohamed.	Le mari, ex-mokhazni de 7 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55099	Néant.	45/1/3	1 ^{er} -12-1956.
MM. Bouchtaoui Mohamed.	Ex-chef de makhzen de 1 ^{re} classe (intérieur, I.F.A.) (indice 123).	55100	6 enfants.	24	1 ^{er} -1-1958.
Moussaoui Doumi ben Larbi.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55101	1 enfant.	50	1 ^{er} -1-1958.
Aït Naceur Ali ben Saïd.	Ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (intérieur, I.F.A.) (indice 123).	55102	3 enfants.	54	1 ^{er} -1-1957.
Benjerad Ameer ould Ramdane.	Ex-mokhazni de 5 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55103	2 enfants.	50	1 ^{er} -7-1957.
Azzaoui Maamar Belhadi.	Ex-mokhazni de 8 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55104	3 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
Ouhench Bouazza ben Haïda.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55105	7 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} veuve Fatima bent Mohamed (5 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Mohamed ben Ahmed Serghini.	Le mari, ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55106	3 enfants.	43/50	1 ^{er} -6-1957.
MM. Terraf el Maati ben Smaïn.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55107	5 enfants.	20	1 ^{er} -1-1958.
Ouaazimou Saïd ben Bouazza.	Ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (intérieur, I.F.A.) (indice 123).	55108	5 enfants.	55	1 ^{er} -1-1958.
Mkika Abdeslam ben Mohamed.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55109	Néant.	56	1 ^{er} -1-1958.
Moumou Mohamed ben Brahim.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55110	3 enfants.	22	1 ^{er} -1-1958.
El Mostaine Hammou ben Mohamed.	Ex-mokhazni de 6 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55111	5 enfants.	32	1 ^{er} -1-1958.
Azzaoui Lakhdar ben Ali.	Ex-mokhazni de 8 ^e classe (intérieur, I.F.A.) (indice 100).	55112	5 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} Radia bent Miloudi Hassania, veuve Aomar ben Saïd.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 4 ^e échelon (intérieur) (indice 113).	55113	Néant.	36/1/3	1 ^{er} -2-1956.
Veuve Rkia bent Malek (2 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Rhali Slimane ben Bouselham.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (intérieur) (indice 111).	55114	3 enfants.	45/50	1 ^{er} -10-1956.
Khadija bent Maati, veuve d'Abdeslam ben Mohamed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 109).	55115 A	Néant.	42/1/32	1 ^{er} -12-1957.
Amina bent Mohamed (3 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause d'Abdeslam ben Mohamed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 109).	55115 B	3 enfants.	42/15/32	1 ^{er} -12-1957.
Khadija bent Jillali (4 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Jebara Abdallah ben Bouchaïb.	Le mari, ex-caporal de 4 ^e classe (municipaux de Casablanca) (indice 127).	55116	4 enfants.	34/50	1 ^{er} -1-1957.
M. Mabrouk Abdallah ben Mohamed.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 5 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 116).	55117	5 enfants.	42	1 ^{er} -11-1956.

NOM ET PRENOMS DU RETRAITE	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ECHELON	NUMÉRO d'inscription	PRESTATIONS familiales	POURCENTAGE	EFFET
M ^{mes} El Alia bent Bouazza (2 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Bourkadi Lahcèn ben Mohamed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 7 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 111).	55118	2 enfants.	54/50	1 ^{er} -3-1957.
Yamna bent Ali, veuve d'Abderrahmane ben Ahmed.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 7 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 120).	55119	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -11-1956.
Aïcha bent Addi, veuve Amagour Messaoud.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 7 ^e échelon (municipaux de Casablanca) (indice 120).	55120	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -7-1957.
Zahra bent Ahmed ben Brahim, veuve de Brahim ben Naceur.	Le mari, ex-mokhazni de 2 ^e classe (municipaux de Marrakech) (indice 102).	55121	Néant.	60/1/3	1 ^{er} -3-1957.
Radia bent Djilali ben Abbès (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause de Naïm Larbi ben Mohamed.	Le mari, sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (municipaux de Marrakech) (indice 109).	55122	1 enfant.	46/50	1 ^{er} -12-1956.
El Almia el Hachemi, veuve de Abdesslem ben Aziz Tourougui.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (municipaux de Meknès) (indice 125).	55123	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -1-1957.
M. El Kouhen Mohamed ben Ahmed.	Ex-sous-agent public de 1 ^{re} catégorie, 9 ^e échelon (municipaux de Meknès) (indice 140).	55124	5 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{mes} Fettouma bent Cheghrouchnia (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause d'Aboukhaled Belkacem ben Ahmed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 5 ^e échelon (municipaux de Meknès) (indice 109).	55125	1 enfant.	35/50	1 ^{er} -9-1957.
Aïcha bent Mohamed (2 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Zahrani Thami.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (municipaux de Meknès) (indice 111).	55126	2 enfants.	50/50	1 ^{er} -8-1957.
M. Mahrek Mohamed ben Hammou.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (municipaux de Mazagan) (indice 111).	55127	3 enfants.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} Mama bent Mohamed, veuve de Bounour Abdelhamid.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 6 ^e échelon (municipaux d'Oujda) (indice 111).	55128	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -6-1957.
M. Lamrani Mahdi ben Ali.	Ex-chaouch de 2 ^e classe (municipaux d'Ouezane) (indice 118).	55129	Néant.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{mes} Mbirika bent Mohamed, veuve de Meziyerh el Houssain ben Mohamed.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 4 ^e échelon (municipaux de Kenitra) (indice 107).	55130	Néant.	37/1/3	1 ^{er} -1-1957.
Doumaha bent Lahcèn (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause de Hilmi Madani ben Mohamed.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 9 ^e échelon (municipaux de Rabat) (indice 125).	55131	1 enfant.	50/50	1 ^{er} -5-1957.
MM. Laajil Maadel ben Moussa.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 4 ^e échelon (municipaux de Salé) (indice 113).	55132	Néant.	43	1 ^{er} -11-1956.
Ouaquaoui Abdeslem ben Mohamed.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 4 ^e échelon (travaux publics) (indice 113).	55133	3 enfants.	48	1 ^{er} -5-1957.
Benchadli Moulay Omar ben Lahcèn.	Ex-chef chaouch de 1 ^{re} classe (travaux publics) (indice 125).	55134	5 enfants.	50	1 ^{er} -8-1957.
Brahmi Thami ben Ahmed.	Ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 8 ^e échelon (travaux publics) (indice 122).	55135	3 enfants.	50	1 ^{er} -9-1957.
M ^{me} Zahra bent Hadj Ahmed, veuve d'El Hadj el Mekki ben Ahmed.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 7 ^e échelon (travaux publics) (indice 120).	55136	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -10-1957.
M. Bouih ben Hamadi.	Ex-chaouch de 2 ^e classe (travaux publics) (indice 122).	55137	Néant.	50	1 ^{er} -8-1957.
M ^{me} Henia bent El Hocine, veuve de Bouazza Benhamou ben Driss.	Le mari, ex-sous-agent public de 2 ^e catégorie, 8 ^e échelon (P.T.T.) (indice 122).	55138	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -8-1956.
M. El Bazzar Abdallah ben Mohamed.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice 120).	55139	Néant.	50	1 ^{er} -4-1957.
M ^{me} Henia bent Larbi (2 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause de Tajaedine Hanafi.	Le père, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (P.T.T.) (indice 120).	55140	2 enfants.	50/50	1 ^{er} -1-1957.

NOM ET PRÉNOMS DU RETRAITÉ	ADMINISTRATION, GRADE, CLASSE, ECHELON	NUMERO d'inscription	PRESTATIONS familiales	POURCENTAGE	EFFET
M ^{mes} Habiba bent El Bachir el Graoui, veuve d'Abdeslam ben Larbi Zemrani.	Le mari, ex-sous-chef gardien de 3 ^e classe (douanes) (indice 128).	55141	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -9-1957.
Thammou bent Lahcèn, veuve de Djillali ben Hadj Driss.	Le mari, ex-gardien de 1 ^{re} classe (douanes) (indice 120).	55142	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -12-1957.
Rahla bent Bouazza (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause d'Abdeslam ben Mohamed Ziani.	Le mari, ex-gardien de 1 ^{re} classe (douanes) (indice 120).	55143	1 enfant.	50/50	1 ^{er} -3-1956.
Rekia bent Salah, veuve de Mohamed ben Djillali Serghini.	Le mari, ex-gardien de 1 ^{re} classe (douanes) (indice 120).	55144	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -11-1957.
M. Darani Lahcèn ben Abdallah.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 7 ^e échelon (agriculture) (indice 113).	55145	Néant.	50	1 ^{er} -1-1958.
M ^{me} Fatna bent El Hadj M'Hamed, veuve Quaadane Abdeslem ben Mohamed Chaoui.	Le mari, ex-infirmier-vétérinaire hors classe (agriculture) (indice 120).	55146	Néant.	35/1/3	1 ^{er} -1-1957.
M. Assou ben Saïd.	Ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 1 ^{er} échelon (éducation nationale) (indice 100).	55147	Néant.	46	1 ^{er} -10-1957.
M ^{me} Aïcha bent Mohamed ben Thami, veuve de Reguieg Isaad.	Le mari, ex-chef chaouch de 1 ^{re} classe (éducation nationale) (indice 125).	55148	Néant.	55/1/3	1 ^{er} -1-1957.
MM. El Jarrady Bouchaïb.	Ex-sous-agent public de 1 ^{re} catégorie, 9 ^e échelon (santé) (indice 140).	55149	1 enfant.	50	1 ^{er} -2-1957.
Achour Benachir ben Driss.	Ex-agent public de 1 ^{re} classe, 5 ^e échelon (santé) (indice 122).	55150	4 enfants.	41	1 ^{er} -7-1956.
M ^{mes} Batoul bent El Mahdi (5 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause d'Azoulay Mohamed ben Mimoun.	Le mari, ex-chaouch de 2 ^e classe (finances, domaines) (indice 118).	55151	5 enfants.	30/50	1 ^{er} -1-1957.
Fatna bent Mohamed, veuve de Siddiki Abdelouahed ben Bouchta.	Le mari, ex-chaouch de 4 ^e classe (finances, impôts) (indice 122).	55152	Néant.	30/1/3	1 ^{er} -10-1957.
MM. Bouali Ahmed ben Abderrahman.	Ex-chef mokhazni de 2 ^e classe (justice) (indice 118).	55153	1 enfant.	50	1 ^{er} -10-1957.
Aït M'Hamed Belcaïd Kabbour.	Ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (justice) (indice 112).	55154	4 enfants.	50	1 ^{er} -4-1957.
Saïf Abdelkebir ben Hamadi.	Ex-mokhazni hors classe (justice) (indice 115).	55155	3 enfants.	50	1 ^{er} -8-1957.
Ahmed ben El Hassan Mezmizi.	Ex-mokhazni hors classe (justice) (indice 115).	55156	Néant.	50	1 ^{er} -10-1957.
M ^{me} Yamna bent Jillali Lahli (1 orphelin), sous sa tutelle, ayant cause de Mekahli Embarek ben Mohamed.	Le mari, ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (justice) (indice 112).	55157	2 enfants.	37/50	1 ^{er} -3-1957.
Haouach Thamia (2 orphelins), sous sa tutelle, ayants cause d'El Arfaoui ben Haj Mohamed.	Le père, ex-mokhazni de 2 ^e classe (justice) (indice 109).	55158	2 enfants.	50/50	1 ^{er} -1-1957.
Aïcha bent Moubarik, veuve de Mouddène Benaïssa ben M'Barek.	Le mari, ex-mokhazni de 1 ^{re} classe (affaires chérifiennes) (indice 112).	55159	Néant.	48/1/3	1 ^{er} -9-1957.
Feltouma bent Si Mohamed Rachdi Zerhouni, veuve de Zahouani Fatah ben M'Barek.	Le mari, ex-sous-agent public de 3 ^e catégorie, 9 ^e échelon (S.G.G.) (indice 120).	55160	Néant.	50/1/3	1 ^{er} -1-1957.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour le recrutement de commis-greffiers stagiaires.

Un concours sera ouvert, le 21 juillet 1958, à Rabat, Tanger, Casablanca, Marrakech, Meknès, Fès, Agadir et Tétouan pour le recrutement de commis-greffiers stagiaires.

Le nombre d'emploi mis au concours est fixé à 300.

Pour tous renseignements s'adresser au ministère de la justice (direction du personnel et du budget) ainsi qu'aux présidents des tribunaux régionaux.

Les demandes des candidats devront parvenir à M. le ministre de la justice pour le 5 juillet 1958, dernier délai.

Avis aux importateurs n° 821.

Assainissement du marché du thé vert.

La répartition des crédits en devises pour l'importation de thé vert, sur la base de la liste existante des importateurs, conduit à un éparpillement des crédits, entre de trop nombreux bénéficiaires, préjudiciable à leur saine utilisation et entraîne même parfois certaines pratiques regrettables auxquelles il convient de mettre un terme. C'est pourquoi, en vue d'arriver à un assainissement du marché local du thé vert, il a été décidé de procéder à une révision de cette liste.

A cet effet, MM. les importateurs sont invités à faire parvenir au service du commerce, 12, rue Colbert, à Casablanca (boîte postale n° 690), avant le 30 juin courant, les renseignements suivants :

1° renseignements d'ordre général sur leur établissement commercial : nom et adresse, raison sociale, s'il s'agit d'une société, nature du commerce, date de fondation, numéro et date d'inscription au registre du commerce ;

2° description complète des installations : bureaux, magasins, entrepôts, en précisant si le déclarant est propriétaire ou locataire, lignes téléphoniques, telex, etc. ;

3° déclaration du nombre d'employés et d'ouvriers en précisant le numéro d'affiliation à la caisse d'aide sociale ;

4° références bancaires et, éventuellement, indication du numéro du compte de chèques postaux ;

5° déclaration du chiffre d'affaires détaillé réalisé pendant l'année 1957, en précisant la part revenant au thé vert ;

6° justification de l'inscription à la patente en mentionnant la date, la nature et l'importance de cet impôt et les montants du supplément à la patente pour les années 1956 et 1957 ;

7° relevé des importations de thé vert entre le 1^{er} janvier 1956 et le 30 avril 1958, appuyé des numéros et des dates des déclarations en douane ;

8° déclaration des stocks de sécurité de thé vert détenus à la date du 30 avril 1958, en précisant le régime sous lequel ils sont constitués (entrepôt fictif ou entrepôt libre), ainsi que leur emplacement.

Les déclarations devront être certifiées sincères et véritables par le signataire qui indiquera lisiblement ses nom et prénom, et s'il s'agit d'une société, fera mention des pouvoirs qu'il détient.

Avis aux importateurs n° 822.

Accord commercial avec la République portugaise.

Le présent avis a pour but de déterminer les modalités de répartition des contingents d'importation repris à l'accord commercial avec la République portugaise et publié au *Bulletin officiel* n° 2379, du 30 mai 1958.

Ne sont pas mentionnés dans les listes ci-après les contingents répartis par les ministères et services techniques en fonction des besoins exprimés par les importateurs et utilisateurs industriels ou agricoles lors de l'élaboration de ce programme d'importation.

Règles générales. — Les importateurs intéressés par les contingents doivent formuler leurs demandes d'attribution de crédit, par lettres établies sur papier libre, appuyées de factures *pro forma* et comportant l'engagement d'importer la marchandise désignée dans les six mois de la délivrance de la licence.

Les importateurs nouveaux, lorsqu'ils ne l'auront pas encore fait, devront adresser les justifications complémentaires habituelles, en particulier les certificats d'inscription au registre du commerce, et la patente afférente au commerce de la marchandise considérée. Il ne sera tenu aucun compte des demandes incomplètement justifiées.

Les lettres de demandes d'attribution de crédit, rappelant le numéro du présent avis, devront être déposées par les importateurs de zone sud, avant la date limite indiquée pour leur examen au sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie (sous-direction du commerce) à Rabat, sauf indications contraires.

La sous-direction du commerce fera suivre aux ministères et services techniques intéressés les lettres relatives aux répartitions de contingents de la compétence de ces organismes qui, par ailleurs, pourront être saisis directement par les importateurs.

Des dispositions particulières seront prises pour les importateurs de l'ex-zone nord qui devront déposer leurs lettres de demandes d'attribution de crédit à la délégation de Tétouan du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie chargé de les examiner. Les dates limites indiquées ci-après leur sont également applicables.

L'indicatif des services techniques chargés de la gestion de chaque contingent ou sous-contingent est mentionné entre parenthèses après leur montant. Ces indicatifs sont les suivants :

Ministère de l'agriculture.

E. et F. : Administration des eaux et forêts.

B.V.A. : Bureau des vins et alcools.

Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.

IND : Direction de l'industrie.

M.M. : Direction de la marine marchande, Casablanca.

B.A. : Bureau de l'alimentation.

B.I.A.G. : Bureau des importations et des approvisionnements généraux.

Les importateurs de l'ex-zone sud, après avoir reçu notification des crédits qui leur sont attribués, établiront les dossiers d'importation normaux constitués par les imprimés réglementaires de demandes d'autorisation d'importation et de certificats de change et appuyés des factures *pro forma* ou autres pièces justificatives, et les déposeront ou les adresseront à la sous-direction du commerce à Rabat, en vue de l'enregistrement préalable de la licence d'importation, en rappelant la référence de la lettre d'attribution administrative.

Ancienne zone de protectorat espagnol.

Un partage primaire des contingents, repris aux catégories A, B et E ci-dessous, sera effectué pour satisfaire les besoins de l'ex-zone nord. Les crédits ainsi dégagés seront mis à la disposition de la délégation économique de Tétouan. Les demandes formulées par les importateurs de l'ex-zone nord devront être déposées, avant les dates limites mentionnées pour ces catégories, à la délégation du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie à Tétouan.

Éventuellement, les répartitions de ces crédits entre les importateurs de l'ex-zone nord pourront être faites sur d'autres bases que celles de l'ex-zone sud. Ces bases seront proposées au comité de répartition des devises de Rabat par la délégation du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie, à Tétouan.

Les lettres de demandes d'importation des produits repris à la catégorie D, de matières premières ou de biens d'équipement seront examinées par les services techniques de Rabat, après avis de leurs délégués à Tétouan, et visa du délégué à Tétouan du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.

Lorsque les importateurs de l'ex-zone nord auront connaissance des crédits qui leur seront attribués par une lettre de notification émanant du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie ou par sa délégation à Tétouan, ils devront constituer dans le délai qui leur sera imparti, le dossier d'importation complet dans les conditions précisées par l'avis aux importateurs publié au *Bulletin officiel* n° 2638, du 14 mars 1958 (page 486, pour l'avis en langue française, et page 598, pour l'avis en langue espagnole).

Il est spécifié plus particulièrement aux importateurs de l'ex-zone nord que les factures *pro forma* jointes à la demande d'autorisation d'importation doivent faire apparaître (même si les contrats sont établis sur une autre base, par exemple en valeur, coût et fret) la valeur F.O.B. port portugais d'embarquement.

CATÉGORIE A.

Vins de Porto et de Madère : 3.000 hectolitres (B.V.A.).

Les demandes d'attribution de crédit sur ce contingent devront parvenir avant le 15 juillet 1958. Elles devront obligatoirement être accompagnées des certificats d'inscription au registre du commerce et au rôle de la patente justifiant de la qualité d'importateurs de vins et spiritueux. Les importateurs anciens, en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1955, 1956 et 1957. Cet état devra être établi par pays d'origine en valeur C.I.F. et devra faire apparaître les importations réalisées sur comptes E.F.A.C. Il devra également être accompagné obligatoirement des déclarations en douane correspondant à chaque importation.

CATÉGORIE B.

Lampes-tempête : 250.000 escudos (B.I.A.G.).

Ce crédit est réservé aux importateurs anciens sur la base des derniers quotas calculés et aux importateurs nouveaux justifiant d'une organisation commerciale suffisante.

Les importateurs de l'ex-zone nord devront produire à la délégation du sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie de Tétouan, leurs références d'importation des cinq dernières années de toutes origines.

Ces références devront être établies en valeur C.I.F. d'après les déclarations en douane et préciser le numéro et la date de ces déclarations.

Les demandes concernant ces crédits devront être déposées avant le 15 juillet 1958 et seront examinées simultanément après cette date.

CATÉGORIE D.

Cordages, fils et câbles en sisal : 120 tonnes (M.M.) (ce contingent de 120 tonnes est réservé à des cordages de 30, 32 et 34 mm ou de 14, 16 et 18 mm dans des proportions qui seront fixées par la direction de la marine marchande ; il sera uniquement réparti entre les importateurs spécialisés agréés par cette direction) ;

Poteaux de mine : 7.500 tonnes (E. et F.) ;

Bois ronds de moins de 6,50 m et d'un diamètre au fin bout de 12 cm maximum ; 1.000 tonnes (E. et F.) ;

Bois sciés de pins : 5.000 mètres cubes (E. et F.).

Les demandes d'attribution de crédit devront être déposées avant le 15 juillet 1958. Elles seront examinées simultanément après cette date. Les demandes adressées postérieurement seront examinées au fur et à mesure de leur dépôt si les contingents ne sont pas épuisés par la répartition.

CATÉGORIE E.

Café de toutes provenances : 300 tonnes (B.A.).

Les demandes d'attribution de crédit sur ces contingents devront parvenir avant le 15 juillet 1958. Les importateurs anciens en vue de la fixation de leur quota, devront fournir un état des importations réalisées de toutes origines pendant les années 1955, 1956 et 1957. Cet état devra être établi par pays d'origine en tonnage avec mention des dates et des numéros en douane correspondants.

N.B. — Les contingents repris aux catégories A, B et D ci-dessus, sont ouverts pour l'importation de produits en provenance du Portugal métropolitain exclusivement.

Accord commercial avec la Suède.

Reconduction de l'accord commercial du 9 septembre 1957.

Le royaume du Maroc et la Suède ont décidé, par échange de lettres du 17 mai, le renouvellement de l'accord commercial entre les deux pays, pour une période de six mois allant du 1^{er} avril au 30 septembre 1958. Les contingents sont reconduits *prorata temporis*.

LISTE « A »

Contingents d'exportation de marchandises marocaines vers la Suède.

PRODUITS	QUANTITÉS
Boyaux salés	P.M.
Agrumes	id.
Légumes secs	id.
Orge commune	id.
Avoine	id.
Millet	id.
Alpiste	id.
Riz	id.
Crin végétal	id.
Huile d'amande raffinée	id.
Farine de luzerne	id.
Conserves de poissons	id.
Chocolat en masse, poudre	id.
Confiserie	id.
Biscuits	id.
Conserves de légumes	id.
Conserves de fruits	id.
Jus de fruits divers	id.
Phosphates de calcium en roches	id.
Minerais de manganèse	id.
Articles ameublement	id.
Briques réfractaires	id.
Minerais de plomb	id.
Articles artisanaux	id.
Liège naturel aggloméré	
Ouvrages en liège	

N.B. — Cette liste n'est pas limitative.

LISTE « B »

Contingents d'importations de marchandises suédoises au Maroc.

PRODUITS	CONTINGENTS en milliers de couronnes suédoises	MINISTÈRES responsables
Harengs pleins saurs ou salés ..	P.M.	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Saumon salé ou fumé	» »	id.
Bière en bouteilles ou en boîtes.	100	id.
Jambon	50	id.
Ciment	P.M.	id.
Goudron végétal	40	id.
Feuilles et panneaux en matière plastique	225	id.
Tissus de matière plastique	100	id.
Poteaux télégraphiques de moins de 6 m 50	P.M.	Agriculture.
Meubles de luxe	75	id.
Éléments de meubles	75	id.

PRODUITS	CONTINGENTS en milliers de couronnes suédoises	MINISTÈRES responsables
Maisons préfabriquées et éléments préfabriqués de menuiserie de bâtiment	P.M.	Agriculture.
Produits sidérurgiques	60	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Fleurets de mines	375	id.
Outils de métal dur	10	id.
Outillage à main	160	id.
Hache-viande et pièces détachées.	100	id.
Lampes à souder, à essence, à butane, à propane, y compris les pièces de rechange	75	id.
Lames de scies pour machines, lames de scies à main, coupeuses et dérouleuses	175	id.
Lames de rasoirs et rasoirs	50	id.
Réchauds et lampes à pétrole, à butane, à propane, lampes-tempête et pièces détachées ..	800	id.
Moteurs à combustion, y compris moteurs marins et pièces de rechange	250	id.
Compresseurs et pompes	375	id.
Matériel frigorifique à absorption (à pétrole, à gaz ou à l'électricité) et pièces de rechange	150	id.
Matériel de forage et de sondage, matériel de pompage et pièces détachées, couronnes de sondage	150	id.
Séparateurs industriels et pièces de rechange	50	id.
Matériel de laiterie et pièces de rechange	P.M.	Agriculture.
Autres machines agricoles	300	id.
Machines pour l'industrie alimentaire	P.M.	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Machines à vider et à nettoyer les poissons	P.M.	id.
Machines à cigares et à cigarettes, machines à emballer les cigarettes	P.M.	id.
Machines à coudre	87,5	id.
Machines-outils	75	id.
Machines à bois et pièces de rechange	50	Agriculture.
Outillage pneumatique	200	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Machines à écrire	130	id.
Machines à calculer, machines comptables et pièces détachées.	300	id.
Caisses enregistreuses	50	id.
Roulements à billes, à rouleaux, paliers et pièces détachées ..	300	id.
Batteries d'accumulateurs automobiles	P.M.	id.
Appareils de chauffage électrique (pour hôpitaux, laboratoires, cuisines et ménages)	25	id.
Tracteurs agricoles et pièces de rechange	550	Agriculture.
Châssis de camions	1.150	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.

PRODUITS	CONTINGENTS en milliers de couronnes suédoises	MINISTÈRES responsables
Voitures de tourisme	800	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Stations-wagons et fourgonnettes	175	id.
Pièces de rechange d'automobiles	250	id.
Scooters, vélomoteurs et motocyclettes	50	id.
Calibres et comparateurs	P.M.	
Équipements et instruments de chirurgie dentaires et médicaux, y compris matériel de radiologie	75	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie : 50. Santé : 25.
Matériel mécanique et électrique divers	1.000	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
Verrerie et cristallerie de luxe ..	25	id.
Articles de ménage et de décoration en matière plastique ..	30	id.
Éléments et parties de fermetures à glissière	17,5	id.
Foire	250	id.
Divers général	2.500	id.
TOTAL	11.835	

Accord commercial entre le royaume du Maroc et le Japon.

Un accord commercial a été signé à Rabat, avec le Japon le 16 mai 1958, pour une durée d'un an (période d'application, 24 décembre 1957 au 23 décembre 1958).

LISTE « A I »

Exportation de produits marocains vers le Japon.

(En milliers de dollars.)

PRODUITS	CONTINGENTS
1° Phosphates	300.000 T = 3.000
2° Liège mâle brut	300 T = 250
3° Liège ouvré et mi-ouvré	15
4° Conserves alimentaires (sauf produits de mers, jus de fruits et produits laitiers) ..	30
5° Produits pharmaceutiques	S.B.
6° Céréales (dont blé dur et orge)	P.M.
7° Chaussures en cuir	56
8° Divers	50
TOTAL	3.401

LISTE « A 2 »

Liste des produits marocains qui sont libérés à l'importation au Japon.

Boyaux de moutons.
Graines oléagineuses.
Coriandre.
Cumin.
Crin végétal.
Minerai de fer.
Anthracite.
Maïs.

(Cette liste n'est pas limitative.)

LISTE « B »

Exportation de produits japonais vers le Maroc.
(En milliers de dollars.)

PRODUITS	CONTINGENTS	MINISTÈRES
1° Thé vert	2.500	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
2° Filets de pêche en nylon et en vinylon	400	id.
3° Cordages en nylon et en vinylon	75	id.
4° Flotteurs en plastique	50	id.
5° Huiles brutes de soya	P.M.	id.
6° Soie grège	75	id.
7° Matières premières pour antibiotiques	25	id.
8° Camions, triporteurs et leurs pièces détachées	70	id.
9° Vitamines	24	Santé.
10° Matériels agricoles	12	Agriculture.
11° Piles électriques	120	Sous-secrétariat d'État au commerce et à l'industrie.
12° Divers	50	id.
TOTAL	3.401	

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

Sous-secrétariat d'État aux finances.

Services des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 16 JUIN 1958. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Agadir, rôle spécial 13 de 1958 et rôle spécial 16 de 1958 ; Casablanca-Bourgogne, rôle spécial 5 de 1958 (25) ; Casablanca-Centre, rôles spéciaux 13 (16), 15 (15), 121 et 122 (18) ; circonscription d'Inezgane, rôle spécial 1 de 1958.

LE 20 JUIN 1958. — *Patentes* : Fedala, 5^e émission 1957 ; Fès-Médina, 4^e émission 1956 ; circonscription d'Imi-n-Tanoute, 2^e émission 1957 ; circonscription d'Amizmiz, 2^e émission 1957 ; Guercif, 2^e émission 1957 ; Boumalne, 2^e émission 1957 ; Tarhizrt, 2^e émission 1957 ; Casablanca-Centre, 6^e émission 1956 (19), 5^e émission 1957 (17), 9^e émission 1955 (19) ; Marrakech-Médina, 4^e émission 1956 ; Kenitra-Ouest, 4^e émission 1957 (domaine public maritime) ; Casablanca-Sud, 3^e émission 1956 (34) ; Sidi-Bouknadel, 2^e émission 1957 ; Kenitra-Est, 5^e émission 1955 ; Beni-Mellal, 3^e émission 1957 ; annexe de Tazenakhte, 2^e émission 1957 ; Boujniba, 2^e émission 1957.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-Centre (18), Casablanca-Nord (7), Casablanca-Nord (3), Casablanca-Sud (22), El-Kelâa-des-Srarhna, cercle des Zemmour, centre et circonscription d'Ouezzane, Sidi-Kacem, Kenitra-Ouest, circonscription de Salé-Banlieue, Sidi-Slimane, centre et circonscription de Souk-el-Arba-du-Rharb, rôle 1 de 1957.

LE 30 JUIN 1958. — *Taxe urbaine* : Inezgane, émission primitive de 1958 (art. 1001 à 2568) ; Oujda-Sud, émission primitive de 1958 (art. 22.001 à 24.441) ; Oujda-Nord (1), émission primitive de 1958 (art. 16.001 à 19.704).

LE 20 JUIN 1958. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Casablanca-Centre, rôle spécial 124 de 1958 (19) ; Safi, rôle spécial 9 de 1958 ; Casablanca-Sud (36), rôle spécial 3 de 1958 ; Sidi-Kacem, rôle spécial 4 de 1958 ; Marrakech-Guéliz (1), rôle spécial 13 de 1958 ; Casablanca-Roches-Noires, rôle spécial 10 de 1958 (6) ; Casablanca-Bourgogne, rôles spéciaux 3 et 4 de 1958 (25) ; Sidi-Slimane, rôle spécial 8 de 1958 ; Casablanca-Ouest (21), rôle spécial 8 de 1958 ; Meknès-Ville nouvelle, rôle spécial 12 de 1958 (1) ; El-Jadida, rôle spécial 1 de 1958 et rôle spécial 2 de 1958 ; Fès-Ville nouvelle, rôles spéciaux 6, 7, 8 et 9 de 1958 (1) ; Casablanca-Maarif, rôle spécial 9 de 1958 (23) ; Meknès-Ville nouvelle, rôle spécial 13 de 1958 (2) ; Oujda-Sud, rôle spécial 13 de 1958 (2) ; Rabat-Sud, rôle spécial 14 de 1958 (3).

LE 30 JUIN 1958. — *Patentes* : Oued-Zem, 3^e émission 1957 ; Fès-Médina, 3^e émission 1957 ; Marrakech-Guéliz, 8^e émission 1955, 6^e émission 1956 (1) ; Safi, 9^e émission 1956 ; El-Kelâa-des-Srarhna, 2^e émission 1957 ; Khenifra, 2^e émission 1956 ; Kasba-Tadla, 3^e émission 1957 ; Berrechid-Banlieue, 3^e émission 1955, 2^e émission 1956 ; Casablanca-Maarif, 5^e émission 1955 ; Rabat-Nord, 2^e émission 1957 (domaine public maritime) ; Casablanca-Maarif, 2^e émission 1957 ; annexe d'Aghbala, 2^e émission 1956, 2^e émission 1957 ; Sidi-Slimane, 4^e émission 1955, 4^e émission 1956 ; Casablanca-Centre, 4^e émission 1957 ; Casablanca-Nord, 4^e émission 1957 ; Zaouïa-ech-Cheikh, 2^e émission 1957 ; circonscription d'Oued-Zem, 2^e émission 1957 ; Rabat-Nord, 5^e émission 1955 ; Khouribga-Banlieue ; 2^e émission 1957 ; Khouribga, 2^e émission 1957 ; Salé, 3^e émission 1957 ; Essaouira, 5^e émission 1957 (domaine public maritime) ; Casablanca-Nord (4), 6^e émission 1956 ; Sidi-Kacem, 5^e émission 1955, 4^e émission 1956, 3^e émission 1957 ; Rabat-Nord (4), 3^e émission 1956 ; Meknès-Ville nouvelle, 4^e émission 1957 (2) ; Marrakech-Guéliz, 5^e émission 1957 ; Salé, 5^e émission 1956 ; Boujad, 2^e émission 1957 ; circonscription de Boujad, 2^e émission 1957 ; Marrakech-Médina, 3^e émission 1957 ; Fkih-Bensalah, 3^e émission 1957 ; Fedala-Banlieue, 5^e émission 1956, 2^e émission 1957 ; Casablanca-Roches-Noires, 5^e émission 1957.

Taxes urbaine : Rabat-Nord (domaine public maritime), Berguent, centre de Tléta-Bouguedra, Sidi-Yahya-du-Rharb, El-Gara, Bouznika, Skirate, Sidi-Rahhal, El-Aïoun, Ain-Leuh, Debdou, Ahfir, émissions primitives de 1958.

Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,

PEY.